lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
18 décembre 1968

N° 22
1 F

contre la vie chère

CONTROLE OUVRIER

sur les LIVRES de COMPTE des industriels et des banquiers

EDITORIAL

Contre la vie chère

CONTROLE OUVRIER et ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

POUR faire face à l'augmentation des prix qui s'amorce et qui, rapidement, va éponger les effets des augmentations de salaire du printemps, la revendication d'échelle mobile des salaires s'impose.

Mais si, pour beaucoup de travailleurs, son application serait souhaitable, nombre d'entre eux voient mal comment on pourrait l'imposer au gouvernement et au patronat, et surtout, se montrent sceptiques sur l'efficacité d'un tel moyen pour garantir leur niveau de vie. Car l'expérience du S.M.I.G. n'est, en effet, guère probante. Présenté comme une échelle mobile applicable nationalement, manipulé sans vergogne par les gouvernements successifs, afin de justifier un blocage relatif des salaires, le S.M.I.G. n'est qu'une caricature, puisque le gouvernement choisit arbitrairement les articles dont les prix serviront de référence. En outre, il peut, et il ne s'est pas privé de le faire, modifier l'échantillonnage des articles qui servent au calcul de l'indice. Enfin, l'évolution du S.M.I.G. ne joue que sur les salaires minima.

Il est évident que, tant que le gouvernement en contrôlera l'application, l'échelle mobile, si échelle mobile il y a, restera un leurre.

Pour que l'échelle mobile protège réellement le niveau de vie des travailleurs, il faut que les travailleurs en fixent eux-mêmes les modalités et surtout, qu'ils en contrôlent l'application.

Au niveau national, les organisations syndicales peuvent établir des indices (elles le font déjà) qui peuvent servir de référence à l'évolution des salaires, de **tous** les salaires, et non pas d'un salaire plancher. Elles peuvent, appuyées par l'action des travailleurs, imposer l'application d'une échelle mobile fondée sur les indices qu'elles auront calculés. L'action, à ce niveau, permettrait d'intervenir au profit des travailleurs les plus défavorisés, de ceux dont les conditions de lutte sont rendues plus difficile par l'isolement. Encore faudrait-il que l'action des travailleurs ait réussi à imposer, sur le terrain légal, le principe d'une telle échelle mobile et que, surtout, les organisations syndicales qui devront en assurer le contrôle, jouent le jeu des travailleurs et non celui des gouvernements ce qui, dans le passé, n'a pas toujours été le cas.

L'action des travailleurs doit aussi, et dans le même temps, s'exercer au niveau de l'entreprise, et de la localité. En élisant, par exemple, dans chaque usine ou dans chaque localité, une commission composée de travailleurs, qui serait chargée de contrôler les prix de toutes les denrées et services qui entrent dans le budget des ouvriers. Un tel contrôle pourrait s'exercer, quotidiennement s'il le fallait, de façon à suivre l'évolution réelle des prix locaux, dont l'évolution ne suit pas toujours celle des prix nationaux. L'existence de ces commissions permettrait en outre, à tous les travailleurs, de participer activement à la défense de leurs conditions de vie, directement, à un niveau où ils disposent de moyens de contrôle et d'action qui ne relèvent que de leur seule initiative.

Il est évident que ce sera la mobilisation des travailleurs qui sera en fin de compte, déterminante, aussi bien au niveau national que sur le plan local, car il restera à imposer, au patron à l'usine, au gouvernement à l'échelle du pays, de modifier effectivement les salaires à mesure que les prix augmenteront. C'est là l'aspect essentiel de la question, car même si le principe en était reconnu, l'application de l'échelle mobile se heurterait à TOUTES LES RETICENCES DE LA PART DES PATRONS. Ceux-ci ont l'habitude d'invoquer la difficulté de la situation, les nécessités de la concurrence et autres arguties, pour expliquer qu'ils sont dans l'impossibilité, avec la meilleure volonté du monde, d'accorder quoi que ce soit. Le contrôle des travailleurs sur les prix, nécessaire à l'application de l'échelle mobile des salaires, débouche sur le contrôle ouvrier sur les livres de comptes. Parce que le contrôle des prix doit commencer par celui des prix industriels. Ce contrôle est un contrôle sur la gestion de l'usine, l'organisation de la production, la façon dont sont fixés les prix, et, en fin de compte permet d'exercer un contrôle sur les profits.

Il mettra a nu les mécanismes par lesquels les capitalistes organisent la vie chère, en permettant de démontrer à toutes les petites gens du pays que ce ne sont pas les salaires qui font monter les prix, mais les profits capitalistes.

Conférence de Paris

TERGIVERSATIONS DE L'IMPERIALISME U.S.

LA conférence de Paris piétine avant d'avoir commencé : les discussions s'éternisent au niveau des préparatifs matériels.

Les commentaires de la presse vont de l'ironie à la fausse indignation en évoquant les désaccords concernant la forme, l'emplacement de la table de conférence. Comme s'il ne s'agissait que d'une futile question de menuiserie et non de la représentativité de la délégation du F.N.L. !

Les Américains et leurs fantoches du Sud ont la grotesque prétention de faire semblant d'ignorer officiellement les représentants de ceux dont le combat héroïque les ont contraint à s'asseoir à la table de conférence. Ainsi, les Ky et Cie, qui contrôlent à peine le centre de « leur » capitale, transformée en forteresse assiégée et ceci malgré le soutien de la plus puissante armée impérialiste du monde, prétendent parler au nom du peuple Sud-Vietnamien !

De toute façon, la question n'est même pas là. Le jappement vaniteux des fantoches de Saigon a exactement l'importance que veulent bien lui accorder les Américains. Et si la conférence piétine, c'est que ces derniers ne sont pas pressés.

Le fait même qu'ils soient obligés de s'asseoir face à une délégation F.N.L., officiellement reconnue ou pas, est déjà, pour eux, l'aveu d'un échec cuisant. Mais malgré cet échec, rendu évident à l'époque par la victorieuse offensive du Têt, l'impérialisme américain n'a pas été militairement vaincu. Il n'est pas contraint à une capitulation sans condition.

S'il a démontré son impuissance à vaincre le peuple vietnamien, il a la force de se maintenir au Vietnam tant qu'il voudra, ne serait-ce que derrière les barbelés des camps retranchés.

Aussi, s'il avait fait le choix de se dégager du Vietnam, il n'est prêt à le faire qu'à certaines conditions. En tout cas de telle sorte qu'il puisse garder la face. Et derrière les discussions d'ordre matériel concernant l'organisation même de la conférence, les véritables débats portent sur les concessions que les uns et les autres sont prêts à faire.

Les tergiversations, les marchandages des Américains montrent que si un certain rapport de forces établi après l'offensive du Têt les avait contraints à la négociation, ce rapport des forces ne leur est pas défavorable au point de les contraindre à vouloir en terminer avec ces négociations au plus vite. Leur volonté de négocier est fonction de ce qui se passe sur le terrain de la lutte, au Vietnam même. C'est la raison pour laquelle, malgré le début des pourparlers, le peuple vietnamien ne peut se permettre de relâcher un seul instant sa pression sur l'armée impérialiste, quelle que soit l'étendue des sacrifices que lui demande la poursuite du combat.

XUAN THUY, ministre du nord-Vietnam (Photo UPI)

NGUYEN THI BINH, membre de la délégation du F.N.L. (Photo UPI)

ITALIE :

On prend les mêmes et on recommence

Après maints tractations et marchandages le démocrate chrétien Mariano Rumor vient de former le gouvernement italien. Les tendances politiques qui composent le nouveau cabinet sont les mêmes que celles qui avaient donné leur appui à Léone, l'ancien président du Conseil, qui démissionna à la mi-novembre. Le nouveau gouvernement sera donc, comme l'ancien, de « centre-gauche », c'est-à-dire formé de démocrates-chrétiens, de socialistes et de républicains.

Seuls les journalistes spécialisés et les habitués des combinaisons parlementaires ont pu parler à cette occasion d'« un glissement à gauche ». On voit mal en effet en quoi le nouveau gouvernement pourra se distinguer de son prédécesseur vis-à-vis des travailleurs et des étudiants en lutte.

Formé de vieux politicards roués comme Pietro Nenni, chef du parti socialiste italien, le gouvernement Rumor sera tout aussi incapable que ceux qui l'ont précédé, de donner satisfaction aux revendications des masses populaires.

Mais en Italie la situation est extrêmement tendue sur le plan social.

Il était donc urgent pour la bourgeoisie italienne et ses hommes politiques, de mettre en selle un nouveau gouvernement qui assurerait l'ordre « républicain » alors que les masses populaires se mobilisaient peu à peu dans la rue, et il était nécessaire de faire croire à toute force que le nouveau gouvernement était « plus à gauche » que le précédent, c'est-à-dire plus favorable aux revendications des travailleurs.

Le président Leone était déjà tombé en partie à cause d'une grève générale de vingt-quatre heures de 10 millions de travailleurs et une grève des fonctionnaires avait éclaté le jour même où Leone remettait sa démission au gouvernement Saragat.

Mais cette démission n'avait nullement « calmé » les esprits. Au contraire même. Empêtrés dans les contradictions de leur système parlementaire, les hommes d'état bourgeois italiens ne parvenaient pas à se mettre d'accord pour former un nouveau gouvernement. Les huit tendances de la social-démocratie, les trois ou quatre du parti socialiste et la présence d'un nombre important de députés communistes (un tiers de l'assemblée) étaient autant de facteurs qui rendaient difficile la formation de ce gouvernement. Les négociations ont donc duré plus de trois semaines et les savants dosages auxquels est arrivé Rumor ne résisteraient sans doute pas longtemps à une nouvelle mobilisation populaire.

Car le mécontentement n'a pas disparu avec la formation du nouveau gouvernement.

Alors même qu'un accord avait été annoncé entre les républicains, les démocrates chrétiens et les socialistes, en vue de la formation du nouveau gouvernement, une grève générale paralysait la Sardaigne le 10 décembre, la Sicile le 11, en même temps que les transports romains, l'Emilie et les Pouilles le 12, les Abruzzes et la Toscane le 13.

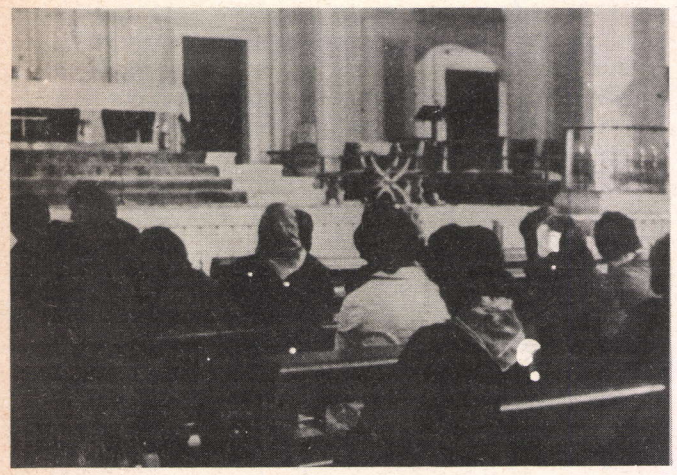
Pietro Nenni : Ouvriers et étudiants aspiraient à autre chose. (Photo U.P.I.)

Dans le même temps à Rome, à Catane, à Naples, à Florence, étudiants et lycéens continuaient le combat pour protester contre le manque de locaux, de professeurs et également contre le contenu de l'enseignement.

Face à cette situation, le seul atout sur lequel peut compter Rumor est la démobilisation des masses populaires. Aussi est-il probable que les promesses vont pleuvoir tant envers les travailleurs qu'envers les étudiants.

Mais les travailleurs et les étudiants tomberont-ils dans le piège et cesseront-ils le combat sur de vagues promesses ? Ce n'est nullement certain. Au cours des semaines écoulées les travailleurs italiens ont fait l'expérience concrète, dans la rue, que la seule réalité palpable de l'Etat bourgeois était constituée par les matraques des carabiniers et les pistolets des flics. Face à cette réalité il y a peu de chances qu'ils se laissent endormir par les phrases prometteuses des Nenni et des Rumor.

l'Espagne d'aujourd'hui


13-12-68 : Quinze femmes se sont volontairement enfermées dans l'église des Jésuites San Francisco de Borja à Madrid pour protester contre les conditions de vie en prison de leurs maris et enfants. (Photo A.F.P.)

LE franquisme n'a pas été une parenthèse dans l'histoire de l'Espagne, comme on a pu le croire longtemps. Il n'a pas non plus arrêté le cours de l'histoire dans la péninsule, comme on l'entend souvent dire en France. Il a tout simplement réussi à mener ce cours par une voie qui correspondait mieux aux intérêts de la bourgeoisie espagnole et internationale.

Après une période d'isolement et d'autarcie renforcés pendant la grande guerre mondiale et l'après-guerre, la bourgeoisie espagnole a su se réadapter et montrer son aptitude à tirer profit de son triomphe politique. Le « franquisme » a permis d'abord (et permet toujours) une féroce accumulation capitaliste accompagnée, bien entendu, d'une concentration et d'un remarquable renforcement des monopoles. Un tel processus s'est accompagné évidemment d'un important développement industriel (l'indice de la production industrielle a doublé de 1960 à 1966), et du transfert d'une partie des masses paysannes vers l'industrie (en 1950, 50 % de la population active espagnole s'occupait de l'agriculture ; en 1965, 35 % seulement. En 1964-65, on estime qu'un demi-million de personnes actives ont quitté le secteur agricole, ce qui dépasse largement les prévisions du Plan de développement qui étaient, pour 1964-67, de 340.000. Ajoutons que cette émigration est constituée surtout de gens de moins de quarante ans. En fait, ce transfert s'est trouvé complété et amplifié par le développement de l'émigration vers les pays européens industrialisés pendant ces dernières années. Qui plus est, cette émigration est, avec le tourisme, une des sources les plus importantes de devises permettant le renouvellement de l'équipement industriel espagnol.

Ainsi on est maintenant en droit de dire que l'Espagne a franchi un certain seuil de l'industrialisation ; tout en étant encore un des pays les plus arriérés de l'Europe, il n'en est pas moins un pays industriel où le centre de gravité des luttes se trouve complètement déplacé vers le prolétariat industriel. Certes, les luttes paysannes ne sont pas à négliger (le « latifundismo » reste un grave problème ; 54 % des terres exploitées appartiennent à 51.283 propriétaires), mais les dix dernières années montrent bien qu'elles n'occupent plus la place qu'elles ont pu avoir à la veille de la chute de la monarchie ou pendant la deuxième République (1931-1936).

Mais les effets du franquisme n'ont pas été seulement économiques. Ces transformations économiques avec toutes les douleurs et la misère qu'elles ont pu comporter pour le prolétariat industriel et paysan auraient été irréalisables si celui-ci n'avait pas été soumis à la plus terrible répression. Toutes les organisations ouvrières ont été systématiquement détruites. (Certaines avaient déjà été brisées et réduites à la clandestiné pendant la guerre civile, comme le P.O.U.M., persécuté par les républicains et les staliniens — sous l'œil indifférent des sociaux-démocrates et de certains « anarchistes » dès 1937.)

La reconstruction des organisations « traditionnelles » n'a été que lente et inégale. Et d'autres nouvelles — et plus petites — sont apparues en même temps à cause du refus des vieilles organisations par les nouvelles générations ; le paysage politique est de ce fait aujourd'hui très différent de celui de 1936-39. C'est, sans aucun doute, le P.C.E. (Parti Communiste Espagnol) qui a le mieux réussi à se réimplanter. Le P.S.O.E. (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) social-démocrate, beaucoup moins bien. Quant à la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail), anarco-syndicaliste, tout fait penser qu'elle ne se relèvera plus jamais. Ses erreurs pendant la guerre civile, son ineptie politique ont écarté le prolétariat espagnol de cette organisation qui fut sans doute la plus combative et une des plus profondément enracinée dans les masses travailleuses espagnoles.

Les nouvelles organisations apparues sont nombreuses et présentent les nuances les plus variées du christianisme de gauche au trotskisme. Parfois une même nuance est représentée par deux ou trois groupes en raison de facteurs tels que l'isolement géographique, des différences tactiques ou des méthodes de travail, etc. Ainsi, par exemple, on retrouve comme organisations d'origine chrétienne ayant évolué vers des positions plus ou moins socialistes, plus ou moins laïques, le F.L.P. (Front de Libération Populaire) en fait un parti, la A.S.T. (1) (Association Syndicale des Travailleurs) et la U.S.O. (Union Syndicale Ouvrière) et probablement d'autres que nous ne connaissons pas.

Ajoutons que, à côté des organisations nouvelles surgies plus ou moins spontanément, d'autres sont apparues produits de scissions des organisations classiques. Une tendance « pro-italienne » s'est détachée du P.C. en 1965, ensuite plusieurs groupes prochinois dont les fusions et divisions successives semblent interminables ; dernièrement encore un autre, secteur du P.C., a constitué le P.C. (international) de tendance prochinoise modérée qui a connu à son tour des petites scissions... Le moins que l'on puisse dire, c'est que le panorama politique espagnol est plutôt complexe. Cette complexité et cette instabilité est une des raisons de la forte influence que conserve encore le P.C. malgré les crises continuelles qu'il traverse. C'est une des raisons aussi de l'apparition d'un type d'organisation particulier dont la dynamique s'est avérée extrêmement intéressante : les « Comisiones Obreras ».

(1) De l'alliance syndicale, formée par les anciennes U.G.T. (social-démocrate) et C.N.T. (anarco-syndicaliste) s'est détachée l'Alliance Syndicale Ouvrière dont la différence la plus importante par rapport à l'A.S. mentionnée était ses liaisons avec les syndicats allemands, et qui a finalement disparu de la scène.

(Les bases de cet article nous ont été communiquées par la rédaction de Voz Obrera.)

Un grand meeting public organisé en commun par **Lutte Ouvrière** et **Rouge** est prévu : pour le Vendredi 17 janvier 1969, dans la grande salle de la Mutualité.

Sujet :

LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Des renseignements plus précis seront donnés dans nos prochains numéros.

Voz Obrera

« VOZ OBRERA » est un journal édité par des militants révolutionnaires espagnols qui apporte des informations à la fois sur les luttes des travailleurs en Espagne et sur celles des travailleurs espagnols immigrés.

Défendant les positions du marxisme révolutionnaire, « VOZ OBRERA » veut devenir l'organe de tous les révolutionnaires espagnols, étudiants ou ouvriers, qui veulent lutter pour le socialisme et l'internationalisme prolétarien.

IRAN :

Il faut empêcher que le crime soit commis !

DIX-SEPT étudiants et intellectuels vont comparaître incessamment devant le tribunal militaire de Téhéran. Arrêtés depuis plus de dix mois et, d'une façon toute arbitraire, maintenus au secret, sauvagement torturés dans les prisons du régime du Chah, ils sont sous l'inculpation d'un article du Code Pénal militaire iranien sur la base duquel la peine de mort peut être requise.

Ces informations ont été connues en France, par des sources officieuses car la presse iranienne n'a reçu ni publié aucune information à ce sujet.

Le journal français **Le Monde** a pu obtenir certains renseignements « officiels » concernant l'éventualité de ce procès.

Le 16 novembre 1968, **Le Monde** publiait l'information, qui lui était fournie par la Confédération des Etudiants Iraniens dont le siège est à Francfort, selon laquelle ce procès se déroulerait à huis clos très prochainement à Téhéran. L'organisation estudiantine rappelait que « tout procès de caractère « politique devrait nécessairement se dérouler en « public, devant une cour civile et en présence d'un « juré. La présence de juristes étrangers en qualité « d'observateurs serait en outre souhaitable pour « assurer l'impartialité du jugement ».

Le 22 novembre, **Le Monde** publiait une mise au point du procureur militaire d'Iran disant :

« Le Parti communiste est une organisation illégale en Iran et les inculpés au nombre de quatorze et non pas de dix-sept, sont accusés d'activités communistes et de complot contre l'ordre public et la sécurité de l'Etat. D'après les lois iraniennes, les activités communistes constituent un délit. Outre le fait que ces communistes inculpés se soient livrés à un trafic d'armes, ils ont comploté contre la sécurité de l'Etat » ... Le procès se déroulera en séance publique et non à huis clos. »

Ainsi, le procureur militaire d'Iran, ou tout au moins l'entourage du Chah, se veut suffisamment « éclairé » pour lire **Le Monde** et se sentir obligé de se justifier vis-à-vis d'un journal français lu dans les milieux « cultivés ». C'est là, peut-être, une petite chance pour les emprisonnés qui auraient pu disparaître dans les geoles iraniennes sans que personne ne le sache.

L'Association internationale des Juristes Démocrates, alertée également, à cette même époque s'adressa immédiatement aux autorités de Téhéran réclamant notamment que les accusés bénéficient des garanties d'un procès équitable et public. L.A.I.J.D. n'obtint aucune information complémentaire, si ce n'est la confirmation qu'un procès se préparait effectivement. Me André Thomas, avocat près de la cour d'appel de Bruxelles fut envoyé en mission d'information en Iran et, arriva à Téhéran le 27 novembre. Au cours d'une conférence de presse du 12 décembre, il a fait part des résultats de sa mission et des renseignements qu'il a obtenu « officiellement » au ministère des Affaires étrangères d'Iran :

— l'instruction de l'affaire étant terminée, le procès sera fixé prochainement,

— les inculpés seront poursuivis du chef de complot contre la sûreté de l'Etat et de détention d'armes. Il y aurait 14 inculpés et non 17,

— en exécution de la loi de 1957, l'instruction et le jugement de l'affaire relèvent de la compétence des Tribunaux militaires.

De plus, il aurait été affirmé par le porte-parole du ministère :

— que le procès sera public,
— que les droits de la défense seront assurés conformément à la loi,
— que la presse sera autorisée à suivre le procès
— que des observateurs étrangers pourront suivre les débats à la condition que leurs demandes d'autorisation au Tribunal soient transmises par l'intermédiaire de l'ambassade de leur pays d'origine.

L'A.I.J.D. fait remarquer que :

— d'une part, à l'heure actuelle LES NOMS DES INCULPES NE SONT PAS ENCORE OFFICIELLEMENT CONNUS,

— que d'autre part, la législation de 1957 donne compétence à des tribunaux militaires pour juger des délits politiques alors qu'ils devraient relever de la compétence d'un jury, et que cette législation ne permet la défense des inculpés que par un défenseur **militaire** ou assimilé !

— Quant aux inculpés, le Procureur militaire qui ne peut plus cacher leur existence, semble cependant incapable d'en présenter le compte. C'est 17 personnes qui furent arrêtées, le Tribunal ne peut en montrer que 14 !

Les autorités de Téhéran voulaient faire de ce procès, une affaire à huis clos et secrète, de crainte de se retrouver devant une situation comparable à celle de 1965-1966 où grâce à une campagne identique à celle qui se mène actuellement, une dizaine de juristes étrangers purent assister à trois procès semblables à celui d'aujourd'hui. Le procureur militaire avait réclamé 13 peines de mort, confirmées par le Tribunal militaire.

Mais devant la protestation d'organisations et de certaines personnalités de plusieurs pays et notamment de France, le Chah se vit contraint de réduire ces peines pour ne pas laisser apparaître au grand jour la nature profonde de sa dictature et l'opression à laquelle il soumet le peuple iranien. Aujourd'hui, une nouvelle campagne à laquelle nous nous associons pleinement se développe pour exiger :

— que ce procès soit public,
— qu'éclate au grand jour la nature despotique et rétrograde du régime du Chah,
— la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques.

Téhéran, août 1953 : Le Chah s'installe au pouvoir, après un coup d'Etat militaire contre Mossadegh, homme d'Etat iranien, qui, en 1950 s'oppose à l'impérialisme anglais et nationalise les pétroles. (Photo U.P.I.)

La politique répressive

LES CRIMES DE LA SAVAK (Police Secrète Iranienne) DEPUIS 1953

DURANT les années qui suivirent le coup d'Etat de la C.I.A., des milliers de cadres et militants politiques appartenant à diverses organisations ont été massivement arrêtés et torturés. Des centaines sont morts sous la torture. D'autres furent sommairement exécutés et des milliers condamnés à de lourdes peines de prison. Les cas les plus frappants sont :

— L'exécution du Docteur FATEMI, ministre des Affaires étrangères du Docteur Mossadegh,
— Le journaliste CHIRAZI, brûlé en prison,
— Le jugement de 600 jeunes officiers par les tribunaux militaires et 41 condamnations à mort,
— Le Docteur MOSSADEGH, après avoir purgé sa peine de 3 ans, a été mis en résidence surveillée jusqu'à la fin de sa vie (1967),
— Le dirigeant progressiste ROUZBEH exécuté,
— Plusieurs dizaines de dirigeants et cadres de l'opposition ont été assassinés à Téhéran et les autres villes par la SAVAK (police secrète iranienne),
— L'invasion à plusieurs reprises de l'Université par l'armée.

Depuis 1965-1966, des tribunaux militaires siégeant à huis clos jugent des militants progressistes pour délit d'opinion (contrairement à la constitution iranienne).

Traditionnellement, après ces exécutions secrètes, le régime par la voie de presse annonce « l'exécution de quelques bandits » :

1° — Exécution de 5 « rebelles » à Tabriz en 1960,
2° — Exécution de Bahman Ghachgai et ses camarades en 1960,
3° — Exécution récente de plusieurs dizaines d'opposants au régime (août 1968).

Ces actes récents ont eu lieu au moment même où se tenait à Téhéran la conférence internationale des droits de l'homme, organisée par l'O.N.U.

Coup de force au Brésil

Bas les pattes !

Avril 64 : Les militaires renversent le gouvernement Joao Goulart, la dictature s'installe. (Photo U.P.I.)

IL a suffi qu'un parlementaire oppositionnel se soit permis quelques outrances verbales à l'égard de l'armée pour que le « parlementarisme » brésilien connaisse une fin peu glorieuse. Ledit parlementaire, apparemment peu au courant des règles du fonctionnement de la « démocratie » à la brésilienne, avait en effet émis des opinions qui n'avaient pas le bonheur de plaire aux militaires. Comble d'impertinence, il s'en prit même au prestige de l'uniforme. Devant de tels propos, si éminement subversifs, et en tout cas choquants pour l'orgueil chatouilleux de l'armée, celle-ci avait réclamé la poursuite du député impertinent.

Le gouvernement « démocratique » du maréchal Costa e Silva s'est empressé de demander la levée de l'immunité parlementaire du coupable. Mais cette fois-ci, même une partie de la majorité gouvernementale d'un parlement croupion a trouvé l'exigence des militaires quelque peu excessive et s'est rebiffée en rejetant la demande gouvernementale.

Sur ce, Costa e Silva a mis en vacances de durée indéterminée le Parlement et s'est donné les pleins pouvoirs.

Cette dissolution, pour être caractéristique, n'a en réalité pas changé grand chose quant aux mécanismes du régime brésilien.

Dictature militaire il était, dictature militaire il reste. Tout au plus, l'est-il d'une façon un peu plus ouverte encore.

En imposant la dissolution du Parlement, l'armée n'a pas mis fin à un régime parlementaire. Le rôle dévolu à ce parlement croupion était de servir de décor, parfaitement inutile, mais qui faisait mieux, plus civilisé et plus « démocratique » vis-à-vis de l'opinion mondiale. La seule chose qu'on lui demandait, c'était d'exister — et de se taire. Ou tout au plus de dire oui. En disant non, ne fût-ce qu'une seule fois, il a transgressé ses attributs. Et l'armée a rappelé qu'elle était le seul maître.

Elle a rappelé par la même occasion qu'il n'y a point de place pour la moindre démocratie parlementaire, fut-elle de décor, dans ce pays où, à l'instar des autres pays de l'Amérique Latine, une minorité opulente prospère et s'enrichit sur la misère la plus noire de l'énorme majorité du peuple. Cette minorité se maintient par la dictature ouverte et la force pure. Et c'est seule la force, celle des opprimés, qui pourra la chasser.

La rentrée universitaire :

UN DEMENTI A EDGAR FAURE ET MARCELLIN

Au Conseil des Ministres du mercredi 11 décembre, M. Edgar Faure, ministre de l'Education nationale, avait fait preuve d'un bel optimisme. Dans un rapport présenté à ses collègues il estimait que la rentrée universitaire avait été un franc succès. Selon ses dires, dans quatorze académies la rentrée était totalement réalisée, elle l'était à plus de 95 % dans cinq d'entre elles et ce n'est qu'à Lyon, Aix, Toulon, Strasbourg et Paris qu'un certain retard avait été enregistré.

Même tableau idyllique pour les lycées. D'après ses savants calculs, pour le ministre de l'Education nationale, la rentrée était normale dans 98,2 % des établissements secondaires de province alors qu'à Paris, seuls 15 établissements sur 392 (3,8 %), « ont connu des incidents ».

Tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Les « agitateurs » étaient donc isolés vis-à-vis de leurs camarades qui voulaient travailler. Pouvait-il en être autrement puisque le Général avait déclaré dans le même conseil des ministres qu' « il était capital que cette rentrée se fasse » ?

Mais la semaine n'était pas terminée, que cette image idyllique s'écroulait. Alors que les étudiants de la faculté des Lettres de Nanterre se mettaient en grève pour protester contre les incursions policières dans l'enceinte de la faculté et les menaces de répression qui pesaient contre certains étudiants, ceux de Nantes protestaient de la même façon contre le manque de professeurs. Le bouclage de la faculté de droit par 200 gardiens de la paix durant un meeting n'empêcha pourtant pas celui-ci de s'y tenir. A Clermont-Ferrand les élèves de l'Ecole nationale des Impôts déclenchaient une grève de vingt-quatre heures. Dès le vendredi 13 au matin les premiers heurts avaient lieu avec les forces de police qui délogeaient les piquets de grève à la grenade lacrymogène. Au cours de la journée de nouveaux heurts violents se produisaient avec les C.R.S., ce qui n'empêchait pas les étudiants de se former en cortège à travers la ville et de défiler avec des drapeaux rouges et noirs. A la fin de la journée, un meeting était organisé par l'Association générale des étudiants clermontois (U.N.E.F.) et rassemblait plus de mille deux cents participants. Le lendemain les élèves des classes préparatoires du lycée Blaise-Pascal se ralliaient au mouvement.

Ces quelques exemples, venant après l'occupation des locaux du rectorat par des étudiants de Grenoble, montrent assez bien le peu de consistance des affirmations d'Edgar Faure.

En fait, depuis la fin des vacances d'été, l'agitation n'a pas cessé dans les lycées et il aurait été étonnant qu'il en soit autrement dans les facultés. Ni les vacances prolongées de sept mois, ni les menaces de Marcellin n'ont démobilisé les étudiants. Et si leurs revendications ne sont pas les mêmes à Nantes, à Grenoble où à Clermont-Ferrand, partout apparaît la volonté de ne pas tolérer les provocations policières du régime et de conserver ce que chacun considère comme les acquis de mai, c'est-à-dire la liberté politique dans les facultés, le droit de faire grève, le droit de manifester dans la rue.

Et de ce point de vue le terrorisme verbal de Marcellin-la-Matraque n'a eu aucun effet.

Mais au travers de toutes ces luttes les étudiants, du moins ceux qui constituent l'avant-garde de leur mouvement, aspirent à quelque chose de bien plus profond qu'une amélioration des bourses, du nombre de professeurs ou des locaux.

Ce que veulent ces milliers de jeunes c'est une transformation profonde de la société. Non seulement un changement de régime où l'on verrait un Mendès ou un Mitterrand prendre la place d'un de Gaulle, mais une véritable révolution sociale.

Ces aspirations révolutionnaires ils ne peuvent les réaliser seuls. De cela la plupart en sont conscients, tout comme ils savent que la seule force capable de mettre à bas cette société pourrie est la classe ouvrière.

Mais la jonction concrète avec les travailleurs n'est possible que si les étudiants révolutionnaires se persuadent que l'agitation restreinte à la seule enceinte des facultés est, à terme, stérile. Si la lutte courageuse des étudiants parisiens contre la police a été, début mai, le facteur déclenchant de la grève générale, l'initiative du mouvement est restée par la suite complètement entre les mains des bureaucraties ouvrières et en premier entre celles du P.C.F. Et dans le meilleur des cas, une agitation limitée aux universités conduirait à un résultat semblable. Dans le pire, l'agitation étudiante finirait par lasser la majorité de la classe ouvrière qui pourrait s'y montrer franchement hostile.

Le problème est donc pour les étudiants révolutionnaires de sortir de la faculté et de s'intéresser et se lier à toutes les classes sociales exploitées et en premier lieu à la classe ouvrière. Dans la période actuelle les travailleurs ne sont nullement hostiles aux étudiants et les étudiants ont la possibilité de se lier, par un travail quotidien et patient, aux travailleurs, à leurs aspirations et à leurs problèmes, dans les usines et les quartiers populaires.

Il faut que les étudiants révolutionnaires apprennent à connaître les problèmes des travailleurs et à exprimer concrètement leurs idées révolutionnaires à partir de l'exploitation quotidienne de la classe ouvrière et en termes susceptibles de la toucher, c'est-à-dire en évitant les abstractions qui n'ont de sens pour personne. Cette tâche est sans doute longue et difficile mais c'est la seule activité qui soit à terme capable de changer la situation actuelle du pays, à savoir le divorce entre le mouvement ouvrier et les idées révolutionnaires qui étaient, jusqu'à ces derniers temps, dans l'immense majorité des cas, l'apanage de quelques milliers d'étudiants.

Faire pénétrer ces idées dans la classe ouvrière, comprendre la réalité quotidienne de l'exploitation, gagner la confiance des travailleurs est la seule voie qui s'offre aux étudiants révolutionnaires qui veulent construire dans ce pays un parti révolutionnaire.

La rentrée

à la Faculté de Droit de Paris

Traditionnellement la faculté de droit est considérée au Quartier Latin comme le haut-lieu du conservatisme et des idéologies de droite ou d'extrême-droite. Cela avant mai, car cette plateforme de la réaction n'a pu rester hermétique au mouvement général de contestation qui ébranla tout l'édifice universitaire au printemps dernier. Les apprentis-juges mirent en accusation leurs propres maîtres.

Il faut croire que l'administration redoutait beaucoup l'échéance de la rentrée puisqu'elle recula celle-ci jusqu'au 9 décembre. Hâtivement elle a dû rafistoler tant bien que mal l'institution poussiéreuse que les étudiants n'avaient pas eu de mal à tourner en dérision. Et puis, le spectre de la « Sorbonne rouge » n'était pas loin. Avec tous ces révolutionnaires, pensait le doyen, on ne sait jamais, il peut leur prendre l'envie de tout casser ou de mettre le feu.

Ce fatidique lundi 9 décembre, il n'y eut ni incendie, ni barricades. Pourtant tout n'était plus comme avant. Les tracts étaient librement diffusés, les journaux librement vendus aux stands des différentes tendances. Sur la liberté d'expression, les étudiants entendaient ne rien lâcher sur les acquis de mai.

Dans les amphithéâtres, le grotesque n'avait plus cours. Le chef de file des professeurs les plus réactionnaires, M. Mazeaud, gaulliste, anticommuniste de choc, allait bientôt l'apprendre à ses dépens. Il faut bien se représenter ce qu'est un cours de droit traditionnel : une mise en scène. Au fond de l'amphithéâtre, d'architecture monumentale, derrière un bureau long d'une dizaine de mètres, trône le professeur. Non pas un professeur comme les autres avec une veste et un pantalon, mais une sorte de curé ou d'évêque, drapé dans une toge digne de l'empire romain, et qui s'évertue à produire les plus beaux effets à l'aide de ses amples manches.

Ainsi, quand M. Mazeaud se présenta devant les étudiants dans cet accoutrement, l'un d'eux lui posa publiquement la question : « Alors, qu'en juin la suppression du cours magistral avait été votée par l'ensemble des professeurs de l'Assemblée paritaire, vous arrivez aujourd'hui en robe. Que signifie cette mascarade ? » Pour toute réponse, M. Mazeaud se contenta d'injurier l'indiscret. Immédiatement la moitié de l'assistance se mit à scander « Mazeaud démission ! » et « ce n'est qu'un début, continuons le combat ». Imperturbable, le professeur tenta de commencer son cours sans y parvenir. Il pria alors l'assesseur du doyen de ramasser les cartes des « deux ou trois imbéciles » (sic) qui ne voulaient pas l'écouter, ce qui fut accueilli par un bel éclat de rire. Ne pouvant supporter longtemps le crime de lèse-mandarin, il demanda aux étudiants sensés d'expulser manu-militari les étudiants contestataires. N'obtenant pas plus de succès, il se leva, se débarrassa de « sa soutane » et descendit dans « l'arène », aussitôt rejoint par une horde de fascistes qui voulait lui prêter main forte. Il y eut des invectives et des injures, mais finalement, les «avocats» en herbe renoncèrent à provoquer une bagarre générale. Le professeur outragé reprit sa place jusqu'à la fin de l'heure puis s'éclipsa au son de l'Internationale.

Bien sûr, M. Mazeaud ne démissionnera pas, il reprendra son cours normalement mais cet épisode a au moins le mérite de montrer que les étudiants en droit n'étaient pas tous tout à fait dupes de ce qu'on leur enseignait : l'art de bien servir la bourgeoisie et de réprimer.

L'Université de Paris dispersée

Les étudiants parisiens se retrouvent dispersés aux quatre coins de la ville, et en banlieue. Le pouvoir pense sans doute, en même temps qu'il résout des problèmes matériels, faire ainsi éclater les grandes concentrations étudiantes qui, de Nanterre à la Sorbonne, lui avaient causé tant de soucis en mai. Mais il risque de faire un bien mauvais calcul, car, en procédant de la sorte, il rapproche un peu plus les étudiants de la population. N'était-ce pas ce que recherchaient les étudiants en mai, quand ils scandaient : « Etudiants, ouvriers, un même combat » ?

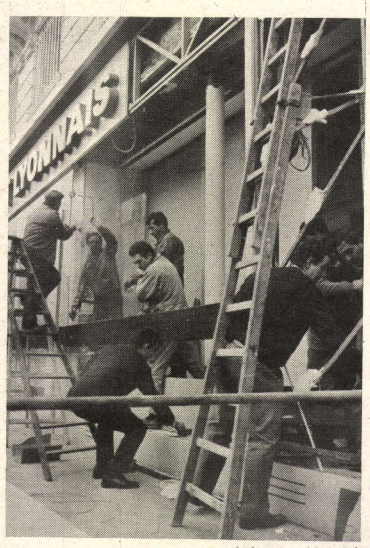
Porte Dauphine, l'immeuble qui abritait les services de l'OTAN, va devenir une Faculté. (Photo U.P.I.)

Le nouveau centre universitaire de Vincennes (Photo AFP)

DES BOMBES QUI N'EBRECHENT PAS LE MUR D'ARGENT

UNE nouvelle vague d'attentats a secoué la capitale. Le bilan : les vitrines de trois succursales de banques détruites, le pub Renault endommagé sur les Champs Elysées. Il ne serait pas plus sérieux que celui d'une première série qui, il y a quelque temps, avait quelque peu égratigné certaines vitrines de Citroën, si une étudiante toulousaine n'avait été blessée par l'une des charges.

La police accuse d'ailleurs formellement celle-ci d'être l'auteur de l'attentat dont elle a été victime et rejette la responsabilité de l'affaire sur des militants d'extrême gauche. On ne s'étonnera sans doute pas que nous manifestions quelque prudence et même quelque scepticisme devant les thèses policières. Notre confiance en la parole des membres de la D.S.T. est trop fragile pour que nous n'attendions pas des preuves plus sérieuses avant de fonder définitivement notre jugement.



(Photo U.P.I.)

Les attentats sont l'œuvre d'anarchistes et de gauchistes, nous dit-on. Peut-être. Mais si c'était celle de gens d'extrême droite, voire de simples provocateurs policiers, nous savons trop bien qu'on pourrait nous dire la même chose. Alors tant que nous n'en aurons pas la preuve formelle...

Ce qui est bien certain, par contre, c'est que, quelle qu'en soit l'origine, ces attentats ne peuvent servir la cause révolutionnaire, même si c'était là leur but. Les banques n'ont pas vacillé au souffle de l'explosion qui a emporté des vitrines du Crédit Lyonnais ou de la B.N.P. Quelques kilos de plastic peuvent ouvrir une brèche dans les murs du pub Renault, pas dans celui de l'argent.

Seule la mobilisation et l'action des opprimés peuvent mettre fin à l'oppression. Les attentats ne préparent nullement ni cette mobilisation ni cette action.

Par contre ils sont la preuve, toujours dans l'hypothèse où leurs auteurs seraient des militants révolutionnaires, du scepticisme et même du mépris de ces auteurs envers les opprimés. Soit que, désespérant de voir les travailleurs entreprendre une lutte révolutionnaire, ils forment le projet fou de la remplacer par l'effet de la dynamite et du plastic, soit que, jugeant endormi le prolétariat, ils espèrent ainsi le réveiller.

Pourtant la conscience de l'exploitation — en admettant que ce soit elle qui manque aux exploités — ne sera certainement pas apportée par l'explosif. Encore une fois celui-ci ne réveille personne. Tout au plus il endort — et pour plus que le compte — les malheureux qui sont trop près de lui.

Notre sentiment étant là-dessus bien clair, nous sommes d'autant plus à l'aise pour dire notre écœurement devant les réactions de certains, notamment du P.C.F.

Que la presse bourgeoise reprenne à son compte, sans l'ombre d'une vérification, les affirmations policières ne peut surprendre. Qu'elle condamne sans chercher ni à les comprendre ni à les expliquer, les attentats, non plus.

Que **L'Humanité** sans avoir d'autres renseignements que nous, c'est-à-dire ceux que la police a bien voulu publier, sans connaître ni les auteurs, ni encore moins leurs motivations, ne trouve qu'une sorte d'explication, la provocation policière ou d'extrême droite, est honteux.

Mais il est vrai que l'organe du P.C.F. ne pouvait sérieusement envisager que ces attentats soient l'œuvre de militants, qui se trompent lourdement en choisissant cette forme d'action, mais qui n'en demeurent pas moins sincèrement révolutionnaires.

(Photo U.P.I.

Car alors il aurait fallu expliquer pourquoi ces militants ont pu en venir là. Pourquoi ils peuvent se défier ou désespérer à ce point de l'action de la classe ouvrière. Car, s'ils ont tort de le faire, il y a tout de même bien une explication au sentiment qui les anime.

Et la réponse ce n'est pas **L'Humanité** qui peut nous la fournir. Car elle ne pourrait qu'aboutir à mettre en pleine lumière la responsabilité de la direction stalinienne, des Waldeck Rochet et des Séguy qui, il y a six mois à peine, ont conduit le plus grand mouvement de grève de l'histoire de France dans une impasse politique. Si aujourd'hui des militants, des jeunes, étudiants et ouvriers, peuvent avoir perdu confiance dans les possibilités révolutionnaires de la classe ouvrière, la raison doit bien en être cherchée d'abord dans cet échec.

Et alors, condamner les attentats, c'est condamner, bien plus que leurs auteurs directs, les directions ouvrières responsables de l'échec de juin.

A NANTERRE

Riposte aux provocations du Pouvoir

Une fois de plus, les étudiants de Nanterre sont en grève. Les commentateurs officiels sont unanimes à déclarer qu'il s'agit d'une poignée d'« agitateurs » — certains précisent qu'ils seraient étrangers à la faculté — dont le seul but est de semer le désordre dans les amphithéâtres et d'empêcher les « vrais » étudiants de travailler.

Mais force leur est tout de même de reconnaître que la « poignée » d'agitateurs se chiffre par plusieurs centaines, et qu'ils tiennent des meetings d'un millier d'étudiants (sur une faculté qui en compte environ 9.000).

Et si provocation il y a, ce n'est pas des étudiants qu'elle vient, mais bien plutôt de l'administration et du gouvernement. En effet, la grève a été déclenchée à la suite de la mise en garde à vue d'une étudiante de Nanterre, pour l'enquête sur les plastiquages, « garde à vue » qui permet à la police de retenir 10 jours durant n'importe qui sans preuve et sans possibilité de voir un avocat pendant cette période. Cette mesure venait immédiatement après la convocation à la Police Judiciaire de 8 étudiants de Nanterre, à propos de la séquestration du doyen le 28 novembre (cela sur plainte du rectorat). Les étudiants en grève réclament la libération immédiate de l'étudiante gardée à vue, et l'annulation des poursuites contre les étudiants convoqués à la P.J. — Ceux-ci ont d'ailleurs refusé en bloc de s'y rendre. Ils réclament par ailleurs le droit de s'exprimer librement, sans que les militants soient perpétuellement harcelés par la police.

Le gouvernement cherche par tous les moyens à déconsidérer les étudiants indociles et à poursuivre les militants révolutionnaires. La riposte à Nanterre a été immédiate et les étudiants ont eu raison.

Ils se sont battus tout au long de l'année précédente contre la présence de la police aux alentours, puis à l'intérieur de la faculté, et ils montrent qu'ils ne sont pas prêts à céder davantage cette année qu'ils n'ont cédé l'an dernier. Contre les provocations du gouvernement, ils savent que le seul moyen de ne pas être vaincu est de rester mobilisé et de continuer la lutte autant qu'il le faudra.

Certes, notamment dans les milieux universitaires dits libéraux, beaucoup se sont scandalisés des façons brutales des étudiants de Nanterre : à voir leurs réactions, on aurait dit qu'en séquestrant le doyen pendant quelques heures, les étudiants avaient violé tout l'ensemble du corps enseignant. Bien sûr, les étudiants ne font pas de longs discours académiques pour exprimer leur désaccord ; c'est sans doute ce qu'on leur reproche. Mais on ne se fait pas entendre sans faire de bruit. Et le principal est qu'ils montrent qu'ils ne sont pas prêts à se laisser marcher sur les pieds. Quant aux méthodes terroristes dont on les accuse, il faudrait peut-être demander à Edgar Faure s'il compte sur les flics pour leur apprendre les bonnes manières ?...

MÉLANCOLIE

Le peuple français est, paraît-il, mélancolique. Le président de la République l'a confié l'autre jour à ses ministres, agrémentant son propos de citations latines tirées de Jules César et prouvant de manière péremptoire que, malgré dix années de gaullisme, les habitants de ce pays n'ont pas changé de caractère depuis l'an 50 avant Jésus-Christ. Comme nos ancêtres les Gaulois nous sommes parfaitement impossibles à vivre et à satisfaire. Le général lui-même n'y suffit pas.

Mais qu'est-ce qui peut bien rendre les Français mélancoliques ? Plusieurs hypothèses peuvent certes venir à l'esprit.

Ce pourrait être par exemple, pour les 3.000.000 de Smigards obligés de vivre avec 530 francs par mois, la découverte stupéfiante que quelques privilégiés trouvent sans problème, quand ils en ont besoin pour spéculer, 15 milliards de francs.

Ce pourrait être aussi, pour tous les travailleurs, la constatation douloureuse que l'effet des augmentations de salaires obtenues il y a 6 mois est en passe de disparaître face à la hausse du coût de la vie.

Ce pourrait être encore, pour les étudiants et les lycéens, la prise de conscience amère qu'il y a loin d'une promesse de réforme universitaire à la réalité.

Mais, nous le sentons bien, toutes ces explications demeurent partielles, insuffisantes et insatisfaisantes. Pour que la mélancolie collective ait été perçue par le monarque de l'Elysée, qui n'a pourtant pas l'habitude de se laisser prendre aux sautes d'humeur de son peuple, il faut que ce soit là un sentiment incroyablement fort et répandu.

Pour tous ceux qui ont pu constater la bonne humeur et la joie qui marquaient au contraire les manifestations populaires du printemps, la perplexité est d'autant plus grande. Du côté des barricades où nous nous trouvions, nous n'avons pu constater certes si C.R.S. et gardes mobiles manifestaient quelque vague-à-l'âme. Mais nous pouvons nous porter garants de l'entrain et de l'enthousiasme des jeunes, ouvriers comme étudiants.

Alors une seule explication s'impose Mais paraîtra-t-elle croyable ? Tout ce peuple qui montrait tant de joie au printemps n'a pu être plongé dans une mélancolie aussi soudaine que par une déception en proportion : celle de voir de Gaulle rester en place alors qu'il avait bien cru s'en être enfin débarassé.

Les controles policiers à Paris

Les hirondelles sont de retour

CES hirondelles, dit le proverbe, ne font pas toujours le printemps. Il y en a même qui font l'automne.

Ce n'est bien sûr pas des gentils hôtes ailés de nos campagnes que nous voulons parler, mais de leurs homonymes à souliers cloutés, et plus généralement de toute la gent policière.

JUSTICE DE "PAUVRE" ... PAUVRE JUSTICE

Ceux qui écoutaient R.T.L. le 10 novembre 1968 ont pu apprendre lors du bulletin d'information du matin que sous couvert de « Justice » un jeune ouvrier avait été emprisonné durant 21 jours, sans même qu'il sache exactement pourquoi ; un vol avait eu lieu dans son quartier et « on » le soupçonnait d'y avoir joué un rôle — en fait il était innocent.

Ainsi un matin, après avoir ouvert la porte comme le lui intimaient les coups frappés, ce jeune se retrouva encadré, menottes aux poignets. Ceux qui avaient frappé n'étaient ni des raquetteurs, ni des gangsters mais des hommes à Marcellin.

La suite : 21 jours de cure, tous frais payés, pour goûter les bienfaits du régime. 21 jours de prison préventive, et quand la victime veut demander quelques explications sur les raisons de son séjour, on ne daigne pas la renseigner ou on l'injurie. Peut-on seulement imaginer un Dassault, un Rotschild ou un Bercot dans la même situation ?

La meilleur réponse à cette question, c'est la mère du jeune homme qui nous l'a donnée sur R.T.L., en finissant ainsi son interview : « ... la justice n'est pas pour nous... mais que voulez-vous nous sommes misérables ». Le lendemain, interviewé sur le même sujet, un avocat arrivait à peu près à la même conclusion. On parla même de l'idéal d'une société où la justice protègerait ceux qui en ont le plus besoin.

En attendant, la justice, l'exemple nous en est encore donné, ne sert à protéger que ceux qui ont tout contre ceux qui n'ont rien.

A société de classes, justice de classe...

Le printemps de mai les avait fait fuir, ou du moins, les avait contraints à la discrétion. Pendant quelques semaines, Paris avait vécu ce paradoxe de ne jamais avoir connu autant d'uniformes policiers dans ses murs, et de sentir bon, tout de même, la liberté, comme jamais depuis des années.

Brutalement amenés à prendre conscience des sentiments réels de la population parisienne à leur égard, ces messieurs de la P.P. et d'autres institutions du même ordre, avaient sagement limité les interventions de leurs troupes au domaine, essentiel du maintien de « l'ordre » bourgeois.

On avait remisé, en attendant des jours meilleurs, les sabots de Denver, encore flambant neufs, rangé dans un tiroir les carnets de contravention, et les contractuels, prudemment revêtus d'un costume civil, regardaient tristement ces milliers d'automobilises qui ne se donnaient même plus la peine d'arborer le fameux disque. En ces jours-là, même un disque humoristique les aurait consolés.

Ce n'est que fin juin que l'on vit les premiers papillons refleurir, mais timidement, presque à la sauvette. Encore traumatisé par des événements récents, l'agent verbalisateur ne se risquait à déposer sa petite incongruité sur un pare-brise qu'après avoir jeté un coup d'œil prudent par-dessus son épaule, des

PARIS... la nuit (Photo U.P.I.)

fois qu'un passant vindicatif profite de l'occasion pour créer un scandale.

Mais depuis, il se sont enhardis. Et non seulement ils ont repris le train-train quotidien, mais depuis la rentrée d'octobre, ils font tout pour faire sentir qu'ils ont gagné cette manche-là.

Depuis une quinzaine de jours, les plastiquages ont bon dos, pour justifier les contrôles d'identité et les fouilles de voitures. Mais en réalité, ce genre d'opération avait commencé bien plut tôt, sous le prétexte fallacieux — mais ils n'en sont tout de même pas à pouvoir se passer de prétexte — de la « lutte contre le banditisme ».

On se souvient de « l'opération Seine-Saint-Denis » qui avait vu un véritable quadrillage de toute une banlieue ouvrière. Et ce ne fut pas la seule du genre.

Tout cela n'a évidemment pas empêché le hold-up de devenir ces jours derniers une industrie florissante, presque autant que la spéculation. Mais cela a permis de faire sentir à la population parisienne le poids de la police.

Et comme avant mai, ce sont évidemment les jeunes les plus traqués. Sous ce régime sénile, avoir vingt ans semble un délit.

Il y en a qui n'ont décidément rien compris. Ils ont déjà tout oublié, et leur grande peur de mai, et leur saisissement en découvrant la haine dont ils étaient l'objet.

M. Grimaud aurait bien tort de triompher. Quand il oblige les jeunes à baisser la tête, ils les oblige à regarder les pavés.

Lettre ouverte à un cocu parmi tant d'autres

C'EST à cause de la crise financière que je t'écris, à toi qui compose la majorité des électeurs U.D.R. A cause de cette crise qui te touche déjà et qui va te toucher sans nul doute plus encore dans l'avenir, comme tous les petits commerçants, tous les artisans, tous les membres des professions libérales. Comme tous les travailleurs aussi certes, mais pas de la même manière, car toi, tu l'as prouvé, tu ne te sens concerné que lorsque tu crois tes quatre sous menacés.

Il y a six mois, avec des millions de tes semblables, tu te préparais à assurer au régime gaulliste l'un de ses plus grands succès électoraux, en donnant ta voix à l'U.D.R.

Pour beaucoup, certes, pour tous les possédants et les privilégiés de ce pays, ce geste était logique, ils n'en pouvaient avoir d'autre.

Mais toi, tu n'es même pas dans ce cas-là. Tu as voté bêtement pour « l'ordre », parce que l'on t'a appris, depuis toujours, que « l'ordre » c'était bon, parce que, avec les principes sacrés d'économie bourgeoise, on t'a inculqué dès le berceau la peur des « rouges ».

Et puis, tu avais justement un peu peur pour tes quatre sous. Les « partageux » étaient maîtres de la rue, et tu cherchais désespérément qui allait pouvoir protéger tes économies.

Comme si elles nous Intéressaient, tes économies, mon pauvre ami. Comme si nous avions des projets aussi mesquins.

Depuis un siècle, tes semblables n'ont décidément pas changé. Ils croient toujours que c'est leur boutique et leurs femmes que les révolutionnaires veulent nationaliser.

Enfin, peu importe tes raisons. A cause de tes préjugés, ou à cause de tes quatre sous, tu t'es senti du même côté de la barricade que les parasites contre lesquels nous étions en lutte. Je ne sais pas si le 30 mai tu te trouvais parmi ceux qui remontèrent les Champs-Elysées, mais une chose est certaine, c'est qu'au soir du 23 juin tu as poussé un « ouf » de soulagement en pensant « nous sommes vainqueurs ».

Eh bien, vainqueur, mon ami, il faut, comme on dit, boire le calice jusqu'à la lie.

Tu commences aujourd'hui à rouspéter, à cause de la crise financière, de l'austérité, des hausses de prix, du renforcement des contrôles et des tracasseries administratives. Et tu en veux à Couve de Murville de t'avoir signifié, à toi qui rêvait de vacances aux Baléares, que tu allais enfin avoir l'occasion de connaître ton propre pays.

Nous aussi, nous sommes mécontents. Mais nous, nous n'avons rien à nous reprocher. Nous nous sommes battus en mai. Nous avons été vaincus, dans une certaine mesure, parce que la grève ne nous a pas permis d'obtenir satisfaction à nos revendications essentielles. Nous avons été vaincus aux élections, mais cela, c'était couru d'avance, et ce n'est pas ce genre de défaite qui compte. Mais finalement, nous n'avons rien perdu, parce que nous n'avions rien à perdre, à avoir engagé la lutte, bien au contraire. Et si c'était à refaire, nous le referions.

Mais toi, ne t'en prends donc qu'à toi-même. Tu as choisi « l'ordre », le sabre et la matraque gaulliste. Que tu en tâtes un peu à présent ne serait que justice.

Pour sauver tes quatre sous que tu croyais menacés, tu as permis au pouvoir de se rétablir. Et aujourd'hui, tu trembles à l'idée que demain ces quatre sous risquent de n'en plus valoir que deux ou trois.

Tu protestes parce que ce pouvoir ne fait rien contre les spéculateurs, contre les voleurs. Mais, que veux-tu, c'est que c'est justement le pouvoir des spéculateurs, c'est le pouvoir des voleurs, et c'est à eux que tu as confié tes intérêts !

Entre nous, tu refuseras peut-être d'y croire, mais c'est pourtant ainsi, il n'y avait que les révolutionnaires qui pouvaient assurer la stabilité de la monnaie, car eux seuls auraient pu prendre des mesures radicales pour empêcher les fuites de capitaux.

Le pire est que je ne suis pas certain que cela te serve de leçon. Et j'ai peur que tu ne commences à loucher vers le sabre bien plus grand encore que te promettent les Tixier-Vignancour.

Mais à ce jeu-là, il faudrait pourtant que tu le saches, tu ne seras jamais gagnant. Cocu, oui ; battu, oui ; pas content, sans doute, mais toujours trop tard.

Souviens-toi des « pieds-noirs ». Ils ont certes été trompés par les Guy Mollet et consorts, et cocufiés par « Qui tu sais », mais ce qu'ils ont payé le plus cher, c'est après cela d'avoir donné leur confiance aux colonels et à l'O.A.S.

Et puisque la prospérité économique de l'Allemagne d'aujourd'hui te fait tant rêver, souviens-toi donc aussi de celle d'il y a quelque trente-cinq ans.

Ce sont des gens comme toi qui amenèrent Hitler au pouvoir. Et ils ne se contentèrent pas de donner leurs voix à l'extrême droite, ils formèrent les troupes de choc du nazisme, les S.A., les milices anti-ouvrières qui permirent au grand capital allemand d'éliminer pour toute une époque le danger communiste.

Les petits bourgeois enragés qui amenèrent Hitler au pouvoir furent bien mal récompensés de leur zèle. Car si l'économie redémarra, ce fut sous la férule d'une administration tyrannique, corrompue, qui leur rendait la vie intenable.

Et il en est même, qui avaient un peu trop cru à la démagogie nationale-« socialiste », qui firent connaissance avec les prisons et les camps de concentration quelques mois à peine après les militants ouvriers qu'ils avaient si furieusement pourchassé.

Les petits bourgeois allemands voulaient l'ordre et la paix sociale. Et ils eurent la guerre impérialiste. Tous ceux qui avaient porté l'uniforme brun des S.A., ou qui s'étaient simplement contentés de donner leurs voix aux nazis, parce qu'ils avaient eu si peur de tomber dans la condition prolétarienne, se retrouvèrent aux côtés des travailleurs vaincus, réduits à la plus misérable des conditions que cette société puisse offrir, soldats dans une guerre impérialiste.

Plutôt que de t'interroger sur les causes de la force apparente du mark, ou de te lamenter sur le thème « on les a pourtant vaincu deux fois », demande-toi donc pourquoi il n'existe pour ainsi dire plus, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, un homme de cette génération qui ne soit pas un mutilé, sans compter les millions de « tombés pour la Grande Allemagne » qui ne sont jamais revenus.

Je ne sais pas si tout cela pourra te servir de leçon. Mais il faudra bien que tu comprennes un jour que tu n'as rien à gagner à faire confiance aux voleurs.

« Vainqueur » de juin, il ne te reste qu'une seule chance, c'est de rejoindre le camp des « vaincus », le camp de la classe ouvrière. Car si celle-ci a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre de classe. Elle a au contraire perdu bien des illusions dans la lutte, et cela est le gage de ses futures victoires, car on ne vit pas d'illusions, on en crève.

Un gréviste,
parmi beaucoup d'autres,
qui en mai n'avait rien à perdre,
que ses chaînes.

L'accord National de la metallurgie

La reconnaissance de la semaine de 53 heures

Ces cinq syndicats représentatifs à l'échelle nationale, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C. ont signé avec le patronat de la métallurgie un accord national concernant les horaires de travail. Entre 45 et 48 heures, ils seront réduits d'une demi-heure avant le 1er janvier 1969, et une demi-heure avant le 1er septembre 1969. Au-dessus de 48 heures, une demi-heure de réduction au 1er janvier 1969 et une heure avant le 1er septembre 1969. La compensation sera de 66 % pour les horaires au-delà de 48 heures, de 66 % également pour la première demi-heure et 80 % pour la seconde, pour les horaires compris entre 45 et 48 heures.

La durée « légale » de 54 heures est portée à 53 heures au 1er janvier 1969 et 52 heures pour le 1er janvier 1970.

Ces mesures étaient prévues par les accords de Grenelle qui prévoyaient qu'une « réduction pro- » gressive sera déterminée normalement dans cha- » que branche d'industrie par voie d'accord national » contractuel définissant les modalités et les taux » de réduction d'horaires et de compensation de » ressources ». Il était stipulé dans l'accord de Grenelle qu'une réduction de 2 heures des horaires hebdomadaires supérieurs à 48 heures et une réduction d'une heure des horaires hebdomadaires compris entre 45 et 48 heures, interviendrait au terme du Ve Plan (fin 1970).

Il y a 2.400.000 métallurgistes en France. Seuls, environ 800.000, c'est-à-dire un sur trois, bénéficieront des nouvelles dispositions au 1er janvier, les autres ayant un horaire inférieur à 45 heures. L'acceptation de ce « retour progressif aux 40 heures » ne coûtera guère au patronat de la métallurgie. En quelques mois l'augmentation de la productivité permettra largement de compenser cela. Les syndicats qui revendiquaient tous ce « retour progressif » peuvent crier victoire, ils l'ont.

Mais les travailleurs qui se sont battus et ont obtenu la loi de 40 heures en 1936, peuvent-ils penser à une victoire quand par accord national la semaine de travail maximum est portée à 53 heures ? Et que vaut la signature d'un accord quand une loi n'est elle-même pas respectée ? Ce n'est pas la moindre dérision que la première Convention collective nationale (toutes les précédentes étaient régionales), résultat d'une grève générale de 9.000.000 de travailleurs en mai 1968, puisse être un coup de grâce à ce qui fut conquis 32 ans plus tôt par une grève générale de 3.000.000 de travailleurs.

A la S.N.E.C.M.A. (Gennevilliers)

Mesures préventives et trouille de la direction

A la Snecma Gennevilliers, la Direction, qui avait passé de bien mauvais quarts d'heure en mai-juin, a décidé, depuis la rentrée des vacances, de pratiquer la politique de la répression préventive.

A la S.N.E.C.M.A. (Gennevilliers) (Photo L. O.)

Rien n'a été laissé au hasard pour empêcher qu'un nouveau mouvement ne redémarre; des mesures sont prises pour briser dans l'œuf toute tentative de résistance, enfin tout est bon pour étouffer, jusqu'au souvenir, les événements de mai-juin.

Au début de l'occupation de l'usine, une quarantaine de jeunes avaient séquestré le Directeur, une circulaire pleurait de chaudes larmes sur cette mesure injuste envers un si bon Directeur...

Dès le mois d'août, plusieurs de ces jeunes, qui s'étaient bien organisés et qui avaient montré un certain esprit de décision, furent licenciés sans autre forme de procès.

La Direction contre-attaquait très tôt. Utilisant le geste d'intimidation, elle se permit de muter, d'isoler, de séparer les travailleurs qui s'entendaient bien entre eux.

Ainsi, pensait-elle, les « meneurs » ne sèmeront pas la mauvaise graine ; elle pratiquait la politique bien vieille du « diviser pour régner ».

Aujourd'hui, les avertissements pleuvent pour la moindre peccadille. Mais il semble que la Direction n'ait pas perdu son inquiétude puisque, le jour de la grève RENAULT, tous les contremaîtres et les chefs d'atelier étaient là à 6 heures du matin, ce qui ne s'est jamais vu à l'usine, pour prévenir tout mouvement en intimidant ceux qui seraient incités par l'exemple Renault.

Comme on peut le voir, la Direction n'a pas réussi à tuer sa trouille ; elle réussira encore moins, malgré ses mesures menaçantes, à tuer la combativité des travailleurs à la SNECMA Gennevilliers.

A la R.A.T.P.

Elections des représentants du personnel

LA C.G.T. PERD DES VOIX

Cette année, la « campagne électorale » fut plutôt terne à la R.A.T.P. et les travailleurs ont voté sans grand enthousiasme. Il faut dire que le mode de scrutin ressemble de plus en plus à une formalité administrative : tous les deux ans on vote pour les représentants du personnel au Comité d'Entreprise et aux « Comités professionnels » (en effet, à la R.A.T.P. il n'y a pas à proprement parler de délégués du personnel, mais des « Comités professionnels » par catégories de travailleurs, qui ont des pouvoirs délégués par le C.E.). Les multiples syndicats présentent chacun à l'échelon parisien (plus de 20.000 agents de la R.A.T.P.) des listes de futurs permanents, la plupart inconnus du personnel évidemment. Et pour faciliter la routine, le vote a lieu par correspondance. Bien entendu, il n'est même pas possible de rayer tel candidat indésirable sur telle liste proposée, le bulletin étant alors considéré comme nul.

On a voté sans trop d'illusions entre les différents syndicats mais comme dans beaucoup d'autres entreprises la C.G.T. a perdu des voix (— 4,05 %) bien qu'elle en ait gagné en valeur absolue (+ 787) car il y avait 2.566 votants supplémentaires depuis 1966 avec les nouveaux embauchés et légèrement moins d'abstentions avec 3.321 suffrages exprimés en plus.

La C.G.T. a donc perdu 4,05 % des voix que la C.F.D.T. a, en gros, récupérées puisqu'elle a gagné 4,40 % des voix, totalisant ainsi 9,6 % des voix, ce qui ne lui permet quand même pas de décrocher un siège au C.E.

Ces déplacements de voix sont relativement faibles. Mais ils montrent que beaucoup de travailleurs, désabusés, ont préféré voter pour un syndicat comme la C.F.D.T. qui s'est solidarisé avec les étudiants en mai et dont certains militants de base se sont montrés les plus combatifs pendant la grève. Après le grand mouvement de mai, la C.G.T. a déçu beaucoup d'ouvriers. Beaucoup de travailleurs de la R.A.T.P. n'oublieront pas de si tôt comment la C.G.T. a fait reprendre le travail, dépôt par dépôt, par les mensonges les plus éhontés (cf. L.O., n° 1).

Dans la faible marge que leur laissaient ces élections, les travailleurs ont montré que leur confiance dans les bureaucrates a des limites.

Total des voix	C.F.D.T.	C.G.T.	F.O.	C.F.T.C.	INDEP.
pourcentage en 1968	9,6 %	49,30 %	19,30 %	5,9 %	2,6 %
Gains ou pertes par rapport à 1966	+4,40%	—4,05%	—0,90%	+0,40%	+0,90%

La Basoche exploitée

DANS un certain nombre de professions, l'exploitation, abritée des indiscrétions, retranchée dans des bureaux où l'employé se retrouve, seul, face à son patron, prend les formes les plus variées, qui, de l'arrogance au paternalisme, la rendent plus odieuse encore.

C'est notamment le cas des professions notariales, refuge d'un patronat particulièrement réactionnaire qui semble sorti des romans du dix-neuvième siècle.

Un lecteur nous écrit pour nous faire part de son indignation et nous signale les multiples pressions, voire les escroqueries dont sont couramment victimes les employés de notaires. De la documentation qu'il a bien voulu nous envoyer, nous extrayons les passages suivants :

« — En province, salaires bas, souvent dérisoires, surtout pour le personnel féminin.

— Logement offert par le patron au personnel (souvent le clerc) en échange de salaires proportionnellement diminués ; l'employé est ainsi tenu de rester sous peine de perdre son logement, surtout s'il a des enfants.

— Strict secret sur les salaires de chacun.

— Aucune promotion surtout parmi les secrétaires. Après 10 ans, une secrétaire est toujours à la qualification sténodactylo, même si son activité, comme c'est souvent le cas, correspond à celle d'un clerc 3e ou même 2e catégorie.

Comme la profession souffre, particulièrement en province, d'un manque de personnel, les notaires, qui ne trouvent guère d'employés au « tarif syndical » sont contraints d'accorder des salaires supérieurs. Plusieurs notaires de l'ex-Seine-et-Oise ont trouvé un moyen astucieux :

— Le salaire est porté pour le minimum fixé par les conventions collectives.

— La différence est portée en « acompte sur augmentation éventuelle ».

Les augmentations de salaires négociées par les notaires et la chambre syndicale, tous les ans, ou tous les deux ans, n'ont donc aucune incidence sur les salaires réels ! Ainsi, nombreux sont les salariés qui n'ont rien vu, ou presque, des augmentations arrachées en mai-juin.

« Mais précise notre correspondant, nous gardons le moral, certains qu'un jour cela finira, que les augmentations ne seront plus « éventuelles » ; puis nous nous souvenons tous que le 30 mai 1968 au matin, la colique qui, depuis 15 jours au moins, tenaillait notre patron, avait atteint une telle intensité que le malheureux n'osait plus venir à l'étude, et que c'est en forêt qu'il est allé l'après-midi, dans sa voiture, écouter le discours qui devait lui redonner le goût de la vie !

Les employés de notaires ne sont pas des « enragés » mais néanmoins leurs réactions sont parfois inattendues. Là comme ailleurs, la répression finit par exaspérer. »

● A la Régie Renault

M. DREYFUS refuse de renouveller l'Accord d'Entreprise

LE 21 novembre M. Pierre Dreyfus, P.D.G. de la Régie Renault s'était déjà montré agressif en envoyant une lettre à tout le personnel, dans laquelle, sur un ton plein de menaces, il indiquait aux travailleurs qu'il ne fallait pas compter sur une majoration de la prime de fin d'année. Celle-ci était en net recul sur celle de 1967. Mais s'il y avait un certain mécontentement dans l'usine, il était surtout dû aux rumeurs de dévaluation et à la crainte que faisait naître chez les travailleurs le train de mesures qui risquaient de reprendre ce qui restait des quelques avantages conquis au mois de mai.

M. Dreyfus avait fait savoir aux organisations syndicales qu'il envisageait un renouvellement de l'accord venant à expiration le 31 décembre sans aucune amélioration nouvelle.

Aujourd'hui, même cela, il refuse de le signer, tout en assurant le personnel que les avantages acquis seront maintenus. Et pourquoi ? Parce que le climat social n'est pas d'après lui satisfaisant.

En fait le Pouvoir, le chef de l'Etat, ont décidé d'adopter une politique plus dure. C'est la participation qui est à l'ordre du jour, et pour essayer de la mettre en application il faut éliminer toute contestation. Le Pouvoir veut bien imposer aux patrons d'accorder quelques délégués supplémentaires aux syndicats, quelques salles pour se réunir, mais à condition qu'ils engagent les travailleurs sur la voie de la participation et qu'ils fassent la démonstration qu'ils en sont capables. A la Régie Renault les syndicats n'ont pas donné le bon exemple. Pourtant en présentant son projet sur la reconnaissance de la section syndicale dans l'entreprise, M. Maurice Schumann leur avait bien précisé leur rôle : « il faut intégrer le syndicalisme dans la vie normale française, et il faut l'associer à un ordre nouveau fondé sur la participation. »

Or, voilà qu'à la Régie Renault les dirigeants syndicaux font de l'agitation, organisent une grève qui est un demi-succès, alors que toute la classe ouvrière a les yeux fixés sur l'usine pilote. Bien sûr ils ne se sont pas engagés dans la voie de l'agitation de gaieté de cœur. M. Séguy a bien précisé qu'il ne voulait pas recommencer mai. Mais pour ne pas recommencer mai, il a sa tactique sur laquelle les autres syndicats finissent par s'aligner en dernier ressort.

Cette tactique, c'est de se mettre à la tête des mouvements de masse pour les canaliser et les empêcher de déborder un cadre que ne pourrait supporter le régime. Pour le pouvoir, cette tactique met les syndicats à la remorque des mouvements de masse qui risquent de les déborder. Les événements de mai lui ont appris que les syndicats, après avoir cautionné la grève pour en garder le contrôle, ont eu beaucoup de mal à l'arrêter. Et il n'est pas certain que dans une nouvelle épreuve ils soient capables de le faire. C'est pourquoi il tente de leur imposer une nouvelle tactique en leur tenant la dragée haute. Il espère bien qu'en refusant systématiquement de discuter ou de réaliser des accords avec les syndicats qui entretiennent une agitation et qui, de par leurs antécédents conservent un certain rôle contestataire, il s'en trouvera bien un pour accepter de fourrer son museau dans la mangeoire de la participation et entraîner ensuite les autres. C'est pour cela que M. Dreyfus refuse de signer avec les syndicats. Les menaces de M. Dreyfus comme celles de de Gaulle sont une marque de faiblesse. Elles montrent l'échec du pouvoir à intégrer les syndicats à la participation, non pas à cause de la détermination des dirigeants syndicaux, mais à cause de la pression des travailleurs qui, par une agitation constante, mettent les syndicats dans l'impossibilité de jouer le jeu de dupes de la participation.

Les syndicats et principalement la C.G.T. avaient engagé une campagne pour le renouvellement des accords d'entreprise et pour une amélioration de la prime de fin d'année. Cette campagne était destinée à offrir aux travailleurs des objectifs limités et contrôlables afin d'éviter que leur mécontentement ne les pousse vers des revendications plus solides capables de réveiller les ardeurs de mai ; ce que M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T. voulait avant tout éviter. Le discours de de Gaulle refusant la dévaluation mais annonçant de sévères mesures d'austérité ne contribua pas à ralentir l'agitation qui commençait à se faire sentir.

La C.G.T. et les autres syndicats se trouvèrent dans l'obligation de répondre, bien que tardivement par le débrayage du 5 décembre. Cette grève de plusieurs heures fut un demi-succès et l'on vit 10.000 travailleurs manifester dans les rues de Billancourt.

Cette semaine, M. Dreyfus tente de reprendre l'offensive. Il a fait apposer dans l'usine une longue affiche où il annonce qu'il ne signera pas la reconduction des accords d'entreprise tant que le climat social ne sera pas plus favorable. Là aussi, le ton se veut menaçant, mais il assure malgré tout le personnel que les avantages de l'ancien accord resteront en vigueur.

Ce deuxième coup de semonce du P.D.G. de la R.N.U.R., représentant de l'Etat gaulliste, à la tête de l'entreprise nationalisée, aux organisations syndicales et, à travers elles, à tout le personnel, a surtout une signification politique.

● A la Thomson (Gennevilliers)

Une grève après mai-juin

DANS le bâtiment G1 les quatre ouvriers de l'atelier de circuits imprimés se sont mis en grève illimitée le vendredi 6 décembre. Ils réclamaient un salaire décent, car ce sont les moins bien payés de l'usine, la possibilité de promotion d'O.S. 2 à P. 1, et de meilleures conditions de travail.

Ces ouvriers travaillent dans deux ateliers. Dans celui où l'on traite les circuits, toute la journée deux d'entre eux doivent respirer les produits toxiques : acide sulfurique, trichlore, etc., émanant des bains. Les hottes d'évacuation sont inefficaces et il n'y a aucune fenêtre s'ouvrant sur la rue. La Direction a dû muter le chef d'équipe qui travaillait avec eux dans un autre atelier, il était allergique aux conditions de travail : ses mains se couvraient de boutons, il maigrissait à vue d'œil, et il commençait à avoir de l'asthme.

Le responsable du service à qui les quatre camarades en grève ont posé leurs revendications a trouvé une réponse digne de l'ex-cadre de SIMCA qu'il est : « vos conditions de travail et vos salaires pourraient être pires ».

Les quatre camarades continuèrent donc la grève au début de la semaine jusqu'à mardi, quand deux d'entre eux ont repris le travail.

Après de nombreuses entrevues, la Direction a cependant fini par admettre le principe de la promotion dans le service. Elle a aussi accepté d'améliorer les conditions de travail.

Devant ces propositions, les deux ouvriers restant en grève ont décidé, le mardi soir, de suspendre leur grève pour deux jours, pour vérifier si d'ici là la direction tiendrait parole.

Le vendredi la Direction a envoyé un chef de l'embauche pour faire des « études de postes » afin de confirmer que le travail requis pouvait relever de la compétence d'un P. 1. Pour l'instant, les quatre ouvriers jugent satisfaisants les résultats de leur grève.

A NOS LECTEURS

Dorénavant **Lutte Ouvrière** sortira dès le mardi au lieu du mercredi. Elle sera donc en vente chez les marchands de journaux de la Région Parisienne dès le mercredi et en province au plus tard le jeudi.

● Au C.H.U. de Rouen

La direction remet en cause mai, les syndicats se taisent

LES licenciements se sont poursuivis au C.H.U. Ils atteignent actuellement 190. Les syndicats n'ont rigoureusement rien fait contre, à part quelques vagues délégations ignorées du personnel. Ce n'est pas tellement étonnant car le secrétaire général de la C.G.T. déclarait au cours d'une réunion du Conseil syndical que ces licenciements étaient justifiés car la direction avait embauché trop de personnel, et, que de toute façon on ne pouvait prendre n'importe qui, que la sélection était nécessaire, que le C.H.U. de Rouen était un des mieux dotés en personnel, etc... Bref il reprenait exactement les arguments de la direction.

Après les licenciements la direction s'est attaquée à la semaine de 5 jours en proposant les nouveaux horaires décidés au Comité Technique Paritaire. La semaine de travail sera de 6 jours en deux quarts, soit 42 heures. (Une journée sera donnée toutes les 4 semaines pour appliquer les 40 heures.) Ce n'était pas du tout ce qui avait été décidé en mai, c'est-à-dire la semaine de 5 jours. Là encore les syndicats ne font rien et pour cause... Ils participent au Comité Paritaire. Comme ils refusent de consulter le personnel, de le mobiliser pour appuyer ses revendications, ils se retrouvent seuls devant la direction. Ils se contentent d'enregistrer ses désirs et de gémir après sur sa mécanceté, à moins qu'ils n'accusent les « gauchistes » qui fichent tout en l'air. Le comble, c'est qu'ils prétendent ne pouvoir rien faire parce qu'ils ont trop de travail ! De quoi sourire si les travailleurs n'en faisaient les frais. Leur seul travail a été de préparer dans le plus grand secret (pour prévenir les contradicteurs) le congrès départemental des Services Publics et de Santé.

DES TRAVAILLEURS RIPOSTENT

Depuis octobre, on discute dans tous les services et chez les ouvriers et, on s'interroge sur les possibilités d'action. Un Comité d'Action s'est créé qui regroupe des étudiants en médecine et des travailleurs du C.H.U. Il publie des bulletins dans les trois hôpitaux, et colle des affiches pour protester contre les licenciements, que la direction fait gratter le plus vite possible. Il a distribué aussi dans toute la ville un tract destiné à la population, aux visiteurs des hôpitaux, dans les grandes rues, les grands magasins, les H.L.M., les entreprises, dénonçant les licenciements, informant sur leurs conséquences pour les malades, et faisant appel à la solidarité de la population. Des réactions très sympathiques ont accompagné ces distributions, dans certains endroits des discussions ont eu lieu. Avec ou sans syndicat, les travailleurs sauront bien retrouver le chemin de la lutte.

à SOCHAUX

l'agitation à Peugeot

DE GAULLE a fait le pari d'essayer par tous les moyens d'installer son plan d'austérité et de le faire payer aux travailleurs.

La classe ouvrière ne veut pas faire les frais de la spéculation et de l'incurie des classes possédantes. En tout cas, elle n'a pas l'intention de « venir en aide » au capitalistes en se serrant la ceinture et en travaillant plus.

A Sochaux le climat est tendu et lorsque les travailleurs ont appris que Renault se mettait en grève, l'agitation s'est développée.

Les gars étaient très nombreux à discuter entre eux et formaient de petits groupes animés. Certains disaient : « Il ne faut pas laisser Renault tout seul », et beaucoup se rendent compte que les objectifs de tous les travailleurs sont les mêmes :

- Echelle mobile des salaires.
- Mensualisation.
- Réduction des cadences, etc.

A cela venait s'ajouter la revendication de la non récupération des jours fériés de fin d'année.

C'est ce problème, celui des cadences et des pressions intolérables de la maîtrise, qui sont les plus discutés et qui ont amené les ouvriers de plusieurs secteurs à partir en délégation.

La première semaine c'est en Mécanique-Nord qu'elles ont été les plus nombreuses et les plus suivies. Mardi 3 décembre, ce sont plus de 400 travailleurs qui sont allés faire sentir leur mécontentement à la direction.

Le jeudi 5 décembre, dans un autre secteur (carrosserie), certaines chaînes voulaient s'arrêter 1 heure pour discuter entre ouvriers des réponses insatisfaisantes de la Direction. Ce n'est qu'au dernier moment, à cause d'une divergence entre C.G.T. et C.F.D.T. sur l'opportunité d'une telle assemblée, que cela ne s'est pas fait.

Malgré tout, l'ensemble des travailleurs discute de l'agitation dans ces secteurs « battants » et s'ils ne sont pas encore prêts, vu la proximité des fêtes, à entrer en lutte, les revendications discutées et les actions proposées trouvent un écho certain.

Cela se fait sans que les syndicats poussent beaucoup à la roue : ils s'en tiennent à des aménagements des accords et sont loin de faire une propagande conséquente sur, au moins, la non récupération des jours fériés, problème urgent à résoudre.

...la police passe à l'action

VU le climat de l'usine, la direction s'est inquiétée : « Est-ce que des « éléments incontrôlés » ne vont pas mettre de l'huile sur le feu et faire s'étendre le mouvement de grève ? »...

Pour être plus sûr Peugeot a obtenu le concours de la police locale. Elle est intervenue pour tenter d'arrêter les diffusions et intimider les diffuseurs de tracts « gauchistes ».

C'est ainsi que le mercredi 4 décembre, à 3 h 30, une meute de policiers venus en fourgon et en voiture, guidés par certains gardes-chiourmes Peugeot, ont arrêté et emmené au poste trois diffuseurs du « Drapeau rouge ».

Un certain nombre de travailleurs ont été témoins de la scène et le fait a été rapidement connu dans l'usine.

Cela a suscité une vive indignation et sous la pression de leur base les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. ont envoyé chacun une délégation à la sous-préfecture dès le lendemain pour protester contre les agissements de la police.

En carrosserie certains ouvriers parlaient même d'aller... « délivrer » les camarades arrêtés !

Ceux-ci ont été gardés pendant 12 h et pourraient être condamnés à une amende pour atteinte à la liberté de la presse, parce que le tract distribué n'était pas « signé ».

Mais les réactions des travailleurs de Sochaux, ainsi que celle des syndicats, décourageront sans doute la police de revenir faire sa sale besogne aux portes même de l'usine.

Nous ne possédons pas le texte de la pétition C.G.T., mais nous publions à titre d'information celui de la C.F.D.T. :

Monsieur le Sous-Préfet,

« Hier matin, la police arrêtait aux portes des usines de la S.A. Peugeot, trois militants « Drapeau Rouge ».

Nous tenons à protester fermement contre un tel agissement des forces de police. Nous pensons être encore dans une République, et à ce titre la liberté d'opinion et d'expression existe. Cette liberté ne doit pas exister que pour quelques citoyens seulement, qui pensent comme le pouvoir (voir l'O.R.T.F. par exemple) mais être le fait de tous, quelle que soit leur opinion. La démocratisation et la participation, termes à la mode aujourd'hui, commencent par ce minimum.

L'on constate une fois de plus que les forces de police sont engagées au service de la réaction, elle sont absentes lorsqu'il s'agit de faire respecter aux employeurs les lois sociales et syndicales.

Nous vous demandons, Monsieur le Sous-Préfet, d'user de vos pouvoirs afin que ces faits inadmissibles ne se renouvellent pas.

Veuillez agréer, Monsieur le Sous-Préfet, nos salutations distinguées. »

Pour le syndicat C.F.D.T. de Sochaux,
Simonin, Desforêt,
Gitta, Bonnot.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

à CHAUSSON (Asnières)

La C.G.T. s'en prend aux « Gauchistes »

MIS à part les tracts périodiques fédéraux qui analysent les grèves de mai-juin et reviennent sur le gauchisme, la C.G.T. s'était peu manifestée depuis la rentrée. Les élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise ont eu lieu en octobre, et même durant cette période la C.G.T. était bien timide.

Dès les élections terminées, un tract intitulé « Echec aux diviseurs » était distribué, il attaquait la C.F.D.T. et les gauchistes (notamment la "mascarade du stade Charletty organisée alors par la C.F.D.T.") et prétendait plus loin que « la violence déclenchée par les pseudo-révolutionnaires a fait perdre un million de voix à la gauche ».

La C.F.D.T. faisait une mise au point pour que cessent ces calomnies. Le 27 novembre paraissait le journal mensuel C.G.T. (*Le Radiateur*), bulletin qui ne paraît que pour les grandes occasions, deux ou trois fois par an, soit à la suite de l'exclusion d'un gauchiste soit pour en dénoncer d'autres. Nous citons le paragraphe intitulé :

« Précisions.

"Nous regrettons que nos camarades de la C.F.D.T. confondent calomnie et vérité. Même si elle n'est pas toujours agréable à entendre, celle-ci demeure. Ce n'est pas notre faute s'ils criaient "Séguy démission" pendant que les travailleurs scandaient "de Gaulle démission". Nous pensons que ceux-ci ont le droit d'en être informés. Pourtant nous voulons bien croire que nos camarades C.F.D.T. de Chausson Asnières sont étrangers à ces calomnies, réelles celles-là, contre la C.G.T., et ne les approuvent pas.

Ainsi lorsque nous avons constaté que les deux compères Y et X émules de la bande à Bonnot étaient enrôlés par la C.F.D.T., quelle ne fut pas notre suprise !

Chacun sait que ces deux énergumènes ont été exclus de la C.G.T. pour un travail de sape permanent, contre nos organisations. »

Ce tract désignant nommément deux ouvriers était distribué après le repas de midi. Il rencontra l'indignation de très nombreux travailleurs qui entreprirent immédiatement de faire signer une pétition de protestation qui recueillit la majorité d'un secteur (51 noms sur 80 environ), la protestation fut portée à la connaissance des autres travailleurs de l'usine par la diffusion de quelques dizaines de photocopies.

Texte de la protestation :

« A la suite de la distribution du bulletin C.G.T. à Asnières (intitulé Le Radiateur*), les travailleurs soussignés désapprouvent les calomnies faites contre les deux travailleurs (X... et Y...).*

Nous pensons qu'il est grand temps que l'ensemble des travailleurs syndiqués ou non le disent aux responsables C.G.T. de façon qu'ils mettent enfin un terme à ces méthodes.

Nous condamnons toutes ces délations.

Asnières le 27-11-68. »

Cette recrudescence de calomnies est le fait de quelques bonzes syndicaux seulement, les syndiqués C.G.T. sont dans leur ensemble contre de tels actes.

Les bureaucrates syndicaux voient d'un très mauvais œil les militants révolutionnaires continuer leur activité syndicale malgré leur exclusion de la C.G.T. Ils n'hésitent pas à essayer de salir les ouvriers et à appeler à la répression policière. Pourtant il y a quelque chose de changé parmi les travailleurs. Ils en ont assez des méthodes staliniennes et ils ne restent plus passifs devant ces ignominies. Un travailleur disait notamment : « Depuis plus de vingt ans que je vois ça, ils vont bien voir que les choses ont changé. » Effectivement leurs manœuvres sont de plus en plus réprouvées.

Poudre de Perlimpimpin

LES Caisses d'Allocations Familiales viennent d'englober dans leur programme d'action sociale des cours d'esthétique pour les mères de famille qui auront suivi antérieurement les cours d'enseignement ménager ! A bonnes ménagères, belles ménagères ! C'est sans doute une application de la formule « acheter bien pour acheter plus » !

Ainsi, avec les économies réalisées en suivant les indications des cours d'enseignement ménager des Caisses d'Allocation Familiales, les mères de famille pourront satisfaire leur envie et... acheter les petits pots de madame Isabelle Lancray !... car cette initiative est patronnée par la présidente du Syndicat national des instituts de beauté. Tous les moyens sont bons pour solliciter la clientèle et trouver des débouchés commerciaux, les magazines féminins qui font pourtant une large part à la publicité ne doivent plus suffire.

Les Caisses d'Allocations Familiales qui apportent leur concours à cette opération prévoient-elles un budget secours-maquillage ? Il est vrai qu'il est plus facile de parler chiffons ou esthétique que d'aider les familles à se sortir de leurs taudis. Nous n'aurons pas de logements, mais nos femmes seront belles !

Deuxième Congrès de l'Union des Syndicats C.G.T. de Paris

C'EST à la maison des métallurgistes (94, rue J.-P.-Timbaud) que s'est tenu ce deuxième congrès de l'Union des syndicats de Paris. Après un vote unanime pour la commission exécutive sortante, elle prend place à la tribune réservée en son honneur (ne pas oublier qu'ils sont, n'est-ce pas, les cadres, élus ou non, de la classe ouvrière). Le secrétaire adjoint de l'U.D. déclare ouvert ce congrès et passe la parole au secrétaire général Marius Bertou qui nous fait le rapport oral de l'année écoulée, en répétant, pour que tout le monde s'enfonce bien celà dans le crâne : « *C'est grâce à la C.G.T. que le mouvement de mai a eu lieu et a été une réussite... malgré les éléments gauchistes et non les forces gauchistes, car il ne faut pas leur donner une importance... Ce n'est pas pur hasard que plusieurs usines, plusieurs entreprises, se sont mises en grève, mais bien grâce à la Confédération qui a fait le nécessaire pour qu'une telle chose se produise...* » etc... Si bien que tous les congressistes présents commençaient à se demander si les ordres venus d'en haut, n'étaient pas passés entre leurs mains sans qu'ils s'en aperçoivent et comment ils ont pu jouer la comédie, en faisant semblant d'être débordés, sur leur gauche, pendant quelques semaines.

Mais alors, se disent-ils, les gauchistes n'existent pas !

Pourtant, l'ordre du jour prévoit un débat « *sur la pression, et particulièrement à Paris, des gauchistes* ».

Pourtant, dans son rapport oral le secrétaire général en a parlé pendant trois quarts d'heure, et a souligné que « *dans chaque syndicat, dans chaque section, dans chaque entreprise, les responsables de la C.G.T. doivent combattre et faire combattre les idées gauchistes et leurs défenseurs... Il faut opposer au gauchisme, une activité intense...* »

Ensuite s'engageait une discussion qui, nous le pensions, allait porter sur les prochaines revendications et comment le congrès pensait les faire aboutir. Chaque délégué fit son exposé sur la situation actuelle, rapporta les événements tels qu'il les avait vécus dans son entreprise, dans son syndicat, comment enfin il avait réussi à contrer les gauchistes.

Quelques jeunes, pourtant, intervinrent, demandant qu'un débat sur l'avenir s'engage. Un délégué du syndicat des correcteurs donna notamment la position de ses syndiqués et ce qu'ils pensaient de l'actuelle direction confédérale, c'est-à-dire ce qu'en pensent beaucoup de cégétistes : « qu'elle a bradé la grève contre un bulletin de vote ».

Rien ne fit broncher les bureaucrates qui, à part le président de séance et ses deux adjoints, discutaient et chahutaient entre eux sans se soucier des délégués envoyés par la base. Nous avons même remarqué un membre de la commission exécutive qui, le matin, lisait *l'Humanité* et qui, après manger, se permettait de dormir... ce qui dénote déjà une certaine expérience de ce genre de congrès.

Le deuxième jour nous avons eu la visite de la délégation à Paris de la République Démocratique du Vietnam du Nord qui nous a fait un bref exposé des tortures que supporte son peuple, dans la guerre qu'il mène contre l'impérialisme américain.

Nous avons admiré l'inconscience du délégué de chez Citroën qui a fait comprendre qu'il n'avait besoin de personne pour contrer Bercot et ses sbires. Pourtant depuis les grèves de mai, ce délégué n'a pu empêcher un bon nombre de licenciements et de mutations. Il ne peut, même pas faire appliquer les « accords de Grenelle ». Mais « faut croire » que l'assistance était aussi inconsciente que lui, car elle l'a acclamé. Si le syndicalisme était dans toute la France à l'image de ce qu'il est chez Citroën, nous aurions encore quelques siècles à vivre avant de connaître le mouvement de mai.

Le samedi matin, nous avons élu la commission exécutive qui siégera jusqu'à fin 69. Réunie pendant un quart d'heure, elle a élu son bureau où nous trouvons une fille de 19 ans, inconnue dans son syndicat. Sans doute a-t-elle été placée là pour faire voir aux jeunes qu'ils peuvent avoir des responsabilités. Auparavant pourtant, nous avions assisté à la mise en accusation par un militant de son propre syndicat, d'une jeune militante qui aurait rédigé et distribué des tracts de tendance gauchiste.

Le discours de clôture était fait par Livio Mascarello, secrétaire de la C.G.T., adjoint de Séguy. Au nom du bureau confédéral, il a de nouveau déclaré que « *les revendications de la classe ouvrière n'ont rien d'incompatible avec la défense de la monnaie, bien au contraire...* »

Traitant ensuite de « démocratie » en se rapportant aux déclarations de certains jeunes congressistes, et notamment de ceux qui ont dit en substance que « *ce n'est pas le moment de se battre avec les militants qui ne sont pas d'accord avec les positions de l'actuel bureau confédéral...* », il rappela qu'« *il ne faut pas faire montre d'étroitesse et de sectarisme entre militants, mais il y a des limites... L'exercice du droit syndical n'est pas un champ de foire où l'on dit n'importe quoi, n'importe comment, à n'importe qui et n'importe où...* »

Ce qui signifie en clair que, malgré les statuts de la C.G.T., on ne peut dire son désaccord avec des positions confédérales, on ne peut le dire à des bureaucrates et on ne peut le dire à un congrès.

PETITE HISTOIRE DU GAUCHISME

Vue par les dirigeants C.G.T.

Nous publions ci-dessous des extraits du rapport, essentiellement consacré aux événements de mai et juin, présenté par la Commission exécutive de l'Union des Syndicats C.G.T. de Paris devant le congrès de cette organisation qui s'est tenu les 5, 6 et 7 décembre rue Jean-Pierre-Timbaud.

Ces extraits concernant l'histoire du développement du « complot » gauchiste, vu par les dirigeants de la C.G.T., ne manquent ni d'intérêt, ni d'humour involontaire.

Mais laissons la parole au « rapporteur » :

« Ce qu'il faut voir, d'une façon très précise, c'est que **les forces gauchistes à Paris ont été mises en déroute dans leur tentative de s'emparer de la conduite de l'action revendicative.** C'est la C.G.T. qui, durant tout le mouvement, a assuré la conduite des luttes et en aucun cas, les gauchistes qui nous ont certes gêné, n'ont pu assurer la direction du mouvement. C'est une donnée importante.

Il reste cependant que **Paris a subi une pression particulière des gauchistes.**

La Commission exécutive souligne que nous étions en face d'un véritable complot... En effet, nous avons assisté à un quadrillage des entreprises et à des détachements d'étudiants, certes restreints, mais voulant s'immiscer dans les piquets de grèves et l'occupation des locaux, diffusant littérature et affiches avec le souci de défigurer les mots d'ordre. Nous reviendrons plus loin sur ces problèmes, mais il est nécessaire de montrer le caractère de complot de l'activité des gauchistes en dehors et dans les entreprises, qui spéculaient sur l'impatience et la colère des salariés, sur l'inexpérience de certaines couches qui, pour la première fois, entraient dans l'action, et qui se nourrissaient aussi de déclarations inconséquentes sur la vacance du pouvoir. Ce complot rejoignait et favorisait une entreprise plus vaste du pouvoir contre les organisations syndicales et les forces démocratiques. »

. . . . . .

« Mai et juin ont permis de mesurer la nocivité du gauchisme à Paris. Les idées gauchistes ont été battues nous l'avons vu, elles sont en recul, mais cela ne signifie pas que leurs promoteurs ont renoncé, pour autant, à leur action néfaste.

Leur activité reprend. Si, à la lumière de l'expérience et des faits, notre action est maintenant plus facile, plus aisée, la Commission exécutive appelle le Congrès à en prendre conscience afin de leur porter des coups plus durs et plus sévères.

Comment en fait les choses se sont-elles historiquement et idéologiquement passées à Paris ?

Dans **la première phase,** le gauchisme s'est manifesté par le truchement de la *Voix Ouvrière,* diffusée systématiquement dans les quinze plus grandes entreprises de Paris. Les journaux présentaient une partie commune, plus une partie propre à l'entreprise. La partie commune était remplie d'attaques contre la Confédération générale du travail, contre le Parti communiste français ; elle tendait, alors que les luttes se déroulaient au niveau de l'entreprise, à substituer aux luttes particulières les luttes d'ensemble, et, par conséquent, à vouloir artificiellement « activer » un mouvement, c'est-à-dire en fait, ou le faire échouer, ou le dévoyer. Dans la partie réservée à chaque entreprise, prenant appui sur certains faits concrets, la *Voix Ouvrière* dénigrait la C.G.T., dénonçait sa tiédeur et avançait des revendications qui dépassaient et les possibilités et les moyens des travailleurs à un moment donné.

Il faut regretter que durant toute cette période, nos syndicats n'aient opposé que peu ou pas de riposte à la diffusion et aux idées de la *Voix Ouvrière.*

La **deuxième phase** peut s'inscrire en décembre 1967, lors de la constitution, salle Lancry, le 13 décembre, d'un « Comité de liaison intercorporatif » groupant différentes professions, plus quelques étudiants qui militaient alors dans le C.L.E.R.

Leur terrain d'application a été la grève d'un chantier du bâtiment de la Faculté des Sciences en janvier 1968.

Quels étaient les thèmes développés ? C'était à partir d'une grève locale, l'idée d'une grève générale de la classe ouvrière en France. C'était l'apparition d'un « Comité d'action » (déjà !) qui se substituait au Syndicat C.G.T. et revendiquait la direction de la lutte. C'était la création de « Comités d'action étudiants-ouvriers » dans les quartiers, c'était par conséquent la préfiguration de ce que nous avons connu au cours des mois de mai et juin.

La **troisième phase,** c'est celle des mois de mai et de juin, telle qu'elle a été caractérisée, plus haut, par la Commission exécutive.

Actuellement, le gauchisme prend différentes formes :

— Il prend la forme de « Comités d'action » qui, partant de revendications réelles, existantes, veulent se substituer aux organisations syndicales en portant des coups à la C.G.T. ou aux autres syndicats, et tentent d'apparaître comme une force groupant tout le monde et par conséquent, capable de se substituer aux organisations. C'est le cas dans certaines grandes usines, c'est le cas dans les grands magasins, avec un Comité d'action pour l'ensemble des établissements et des Comités d'action par magasin.

— *Voix Ouvrière* est devenue *Lutte Ouvrière* et continue à être diffusé librement, ce qui permet d'apprécier à sa juste valeur la volonté réelle du pouvoir gaulliste de « mener bataille » contre les groupes gauchistes, et quels dangers ceux-ci représentent pour lui.

— Un journal nouveau est apparu, intitulé *C.G.T. Lutte de classe,* qui destine ses coups à la direction confédérale en même temps qu'il appelle à renforcer la C.G.T. pour mieux se débarrasser de cette direction. Il réclame, pour ce faire, l'organisation des tendances au sein même de la Confédération générale du travail. »

Nous pensons que ces extraits parlent suffisamment d'eux-mêmes pour ne pas nécessiter le moindre commentaire... si ce n'est un certain nombre de « sic » que nos lecteurs auront placé d'eux-mêmes.

Nous ne perdrons pas non plus de temps à dénoncer les amalgames, les erreurs et les mensonges, les filiations volontairement erronnées, etc... de ce beau texte digne de Marcellin.

« LUTTE OUVRIERE »

est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

MAI-JUIN AU FIL DES JOURS (IV)

L'occupation de la Sorbonne (Photo A.F.P.)

L'effervescence monte dans les usines

Pendant ce temps, l'effervescence monte dans toutes les usines de France.

Partout, les ouvriers, surtout les jeunes, disent que les étudiants montrent la voie. Dans un certain nombre de boîtes, le noyau agissant se trouvent être en dehors des syndicats.

Si les jeunes ouvriers ont eu le coup de foudre pour l'action directe des étudiants, c'est parce que les leçons de la vie réelle ont été bien plus instructives que les articles de la « gauche respectueuse » sur les possibilités pacifiques d'arriver au socialisme.

Depuis de longues années la brutalité de la police n'a fait que croître. Les bons bourgeois n'en ont pas tenu compte. Les jeunes ne l'ont pas oublié. Attention. Chaque pavé qui vola en direction des forces de répression représentait la réplique à cent gifles, coups de pieds et insultes reçues dans les commissariats. Les hypocrites, du *Figaro* à l'*Humanité*, vont, tout à coup, découvrir la violence. Elle est, en fait, tous les jours dans la rue, aux sorties de métro, quand on est jeune et pauvre, et encore plus si l'on est étranger.

Mais, n'en déplaise au *Figaro*, les étudiants n'ont rien innové. Les paysans, en colère, sont sortis cent fois plus souvent de la « légalité bourgeoise » que le mouvement ouvrier officiel. Ils ont barré les routes, coupé les poteaux télégraphiques, cerné les préfectures, investi des villes avec des centaines de tracteurs. Les C.R.S. savent fort bien que les lance-pierres n'ont pas été inaugurés à Paris mais à Quimper. Les paysans ont eu raison.

Sud-Aviation débraye grâce à l'action de militants révolutionnaires de l'usine. Le directeur et ses acolytes sont bouclés dans leurs bureaux.

Le premier débrayage de France est annoncé dans *l'Humanité* du 15 mai en huit lignes, page 9. Pas un mot sur la séquestration du taulier. Le 16 mai, Séguy note cette pensée profonde :

« Les jeunes en ont assez, ils veulent que ça change. »

On apprend enfin, ce jour que *« le directeur régional de Sud-Aviation a passé la nuit dans son bureau avec plusieurs membres de la direction locale ».*

Pierre Juquin, devenu légèrement « gauchiste » depuis qu'il s'est fait huer à Nanterre, écrit :

« Le pouvoir a, par la répression policière, libéré des énergies accumulées, un potentiel de protestation, de révolte, de mécontentement, comprimé depuis des années par le régime. »

Ce qui est un grand hommage au Mouvement du 22 mars.

Sous l'influence de jeunes ouvriers révolutionnaires, Renault-Cléon est occupée le 15. Cet acte décisif aura droit à quatorze lignes en page 6 de *l'Humanité* du 16 mai pour laquelle le genre d'événements importants demeure :

« Plus de 100.000 signatures pour l'abrogation des ordonnances contre la Sécurité sociale. » 90 lignes, 2 colonnes.

La lutte... en papier, contre le tigre qui n'est pas en papier, continue. Petit problème : Si demain, 10 millions de grévistes en lutte ne peuvent abroger les ordonnances, combien aurait-il fallu de milliards de signatures pour un résultat plus favorable ?

La Sorbonne occupée

Les diverses commissions, ouvriers, enseignants, étudiants, siègent en permanence.

Certains n'y verront que le désordre, et c'est sans doute la seule chose qu'ils auraient retenu de 1789, 1848, 1871. Mais les étudiants doivent tout improviser. Ils n'ont pas de grand parti révolutionnaire.

Pour un ancien militant « gauchiste » qui n'y voit pas forcément toujours bien clair, il y a cent jeunes, nouveaunés aux idées politiques et qui se débrouillent parfois très bien.

La Sorbonne est internationaliste. Elle abrite des commissions ouvrières ou étudiantes de plus de vingt pays. Cela ne sera pas sans rapport avec le développement international du mouvement des jeunes. Dans les amphithéâtres, des meetings permanents. Dans la grande cour coexistence à peu près pacifique entre les stands de l'U.E.C., de la J.C.R., du P.C.I., de Voix Ouvrière, des anars et des groupes prochinois.

Le tableau serait infidèle si on ne soulignait pas que l'U.E.C. se fait engueuler à longueur de journée. Cela durera deux mois.

Les U.E.C. courageux doivent regarder avec inquiétude *l'Humanité* du matin avant de prendre place derrière leur stand. Ils sont assez souvent relayés. Les éclats vont de l'injure à la discussion animée. (A notre connaissance, il n'y eut pas de coups et c'est un tour de force, car souvent arrivaient des étudiants qui avaient été frappés par des permanents du P.C.F., alors qu'ils distribuaient des tracts devant une usine.) Donc, si les discussions tournent autour de l'attitude du P.C.F. (pourquoi parler de la S.F.I.O. ou de la F.G.D.S. totalement inexistantes dans ces événements), elles se bornent souvent à « Toujours là les sociaux-traitres ? » « Salut les contre-révolutionnaires ».

La chose remarquable, c'est que le stand de l'U.E.C. sera toléré jusqu'au bout.

Certes, les jeunes sont en droit de rire devant les sages qui se lamentent à propos du manque d'organisation. Cependant, au fil des jours, le manque d'organisation se fera sentir. Le problème d'un parti sera posé.

Dans l'immédiat, tout ce qu'il y a de meilleur chez les étudiants tourne les yeux vers les usines.

Toutes les usines Renault débrayent...

Le 16, des groupes d'ouvriers ont cessé spontanément le travail. A 17 h 30, un tract C.F.D.T. appelle à la lutte avec Cléon, Le Mans et Flins. La presque totalité des départements débrayent. Il était juste temps pour les directions syndicales. Les jeunes de Cléon et Flins arrivaient en cars.

« La C.G.T. salue les travailleurs, et particulièrement ceux de la Régie Nationale Renault qui, répondant à son appel, ont décidé la grève avec l'occupation des usines. »

« Son appel » ? L'historien cherche en vain cet appel dans toute la presse syndicale précédente.

A partir de ce jour, l'opération « contre-feu » commence. Sur instructions centrales, les dirigeants syndicaux de nombreuses usines s'empressent de pousser au débrayage. Le but évident est simplement de ne pas se faire doubler à gauche et de contrôler le mouvement pour pouvoir le conduire demain, sans trop de mal, sur une voie de garage. Mais beaucoup de travailleurs croiront naturellement que la vieille C.G.T. de lutte de classe a ressuscité. Plus perspicaces, nombre de grands patrons comprendront que Séguy *emballe sa monture pour en rester maître* (selon les termes d'un journal bourgeois).

« Le B.P. du P.C.F. met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure. »

On imagine le général qui, pour exalter l'enthousiasme de ses troupes, n'aurait que ce genre de phrases dès le début de l'offensive. R. Andrieu, retournant la situation... avec sa plume, écrit :

« Il est indispensable que le mouvement étudiant... rejoigne le grand combat de la classe ouvrière contre le régime gaulliste. »

Humanité du 17 mai.

Ceux qui veulent « rejoindre » apprennent dans le même numéro du journal :

« Hier soir vers 23 heures, quelques centaines d'étudiants sont venus du quartier Latin en déclarant vouloir prêter « main forte » aux ouvriers de la Régie. Ceux-ci leur ont fait savoir qu'il n'était pas question qu'ils entrent dans l'usine. »

Voici comment cet épisode est rapporté par *La Vie Ouvrière*, l'hebdomadaire de la C.G.T. n° 1.239 du 29 mai, qui bat de loin tous les journaux dans le travail d'abétissement des lecteurs.

« Cette chaude solidarité a démarré avec la venue des étudiants. Deux ou trois énergumènes spécialistes de la phrases aussi ronflante que creuse en avaient amené plusieurs centaines. Dès leur arrivée aux grilles, des jeunes ouvriers les ont entrepris. On entendait : « Ah, non, surtout n'attaque pas la C.G.T. Respecte ses militants. Si tu savais comme ils se démènent sur les chaînes pour nous défendre, tu ne dirais pas ça. » Et d'expliquer ce qu'est la C.G.T., ce que sont les cadences. Un étudiant en médecine disait : « Je n'aurais jamais imaginé que ça atteignait ce degré. »

En trois coups de cuiller à pot, les deux ou trois énergumènes se sont retrouvés « Gros jean comme devant ». Les étudiants présents ont, sur l'instant, collecté entre eux, 200.000 AF qu'ils ont remis à leurs copains les jeunes travailleurs. Depuis, ils ont fait parvenir 400.000 autres AF. »

Pour impressionner les ouvriers, les arguments les plus ignobles et les plus ridicules ont été utilisés. Un rédacteur n'hésitera pas à écrire :

« Certains aventuriers se sont présentés en disant :

— Laissez-nous entrer dans l'usine. Nous allons vous aider à tout casser. »

Humanité du 18 mai.

A nos lecteurs

Dorénavant nos lecteurs qui veulent afficher la première page n'auront pas à la barrer d'un trait de couleur puisqu'elle est éditée en rouge et noir. Nous profitons de l'occasion pour remercier ceux de nos lecteurs qui procèdent à cet affichage.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

ROTO - TECNIC - OFFSET